



cyberpresse.ca

LA PRESSE

MONTREAL UNE SANTÉ FRAGILE

ÉRIC CLÉMENT PAGES A2 ET A3

PHOTO JEAN GONCALVES/LA PRESSE

LE CANADIEN PREMIER... OU NEUVIÈME?

Les prédictions
de sept connaisseurs
de *La Presse*

SPORTS PAGE 2



Carey Price

OLIVER JONES

Vivre à
Montréal-Nord

MARC CASSIVI
ARTS ET SPECTACLES
PAGE 1



Oliver Jones

Mon clin d'œil
STÉPHANE LAPORTE
Elizabeth May vient de
terminer la phrase qu'elle
avait commencée au débat
des chefs en français.

Venez voir mon blogue!
cyberpresse.ca/laporte



6 21924 98765 1

LA CRISE FINANCIÈRE S'ACCENTUE

UNE DÉGELÉE MONDIALE!



Allemagne: -7,07 %



Inde: -5,78 %



Chine (Shanghai): -5,23 %



Royaume-Uni: -7,85 %



États-Unis: -3,58 %



Brésil: -5,43 %

De l'Asie à l'Europe, en passant par Wall Street et Toronto, où le TSX a chuté de 5,30%, les Bourses de la planète ont connu hier un autre lundi noir, plus percutant encore que celui de la semaine dernière. Prêt pour une autre journée folle?

PORTAIT DE LA SITUATION ET ANALYSE, EN PAGES 1 À 5 DE **LA PRESSE AFFAIRES**

Le Canada en récession?

LA PRESSE AFFAIRES PAGE 1

Récession à l'horizon

L'ÉDITORIAL D'ARIANE KROL
FORUM PAGE A24

HARPER: « Nous n'avons pas de crise »

GILLES TOUPIN **LA PRESSE AFFAIRES** PAGE 6

Notre dossier sur la crise financière, mis à jour d'heure en heure, sur cyberpresse.ca/crise

NOS NOUVELLES EXCLUSIVES

HALTES-GARDERIES ET AIDE AUX FAMILLES

5 MILLIONS DORMENT DANS LES COFFRES DE QUÉBEC

TOMMY CHOUINARD PAGE A14

ÉCOLES PRIMAIRES DE MONTRÉAL

LE REDOUBLEMENT EST DE RETOUR

MARIE ALLARD PAGE A13

PROGRAMME DE COMMANDITES

JEAN CHRÉTIEN ÉTAIT PRÊT À AFFRONTER LA TEMPÊTE, SELON JEAN PELLETIER

JOËL-DENIS BELLAVANCE PAGE A6

ÉLECTIONS FÉDÉRALES 2008

Harper réplique à Duceppe...



PHOTO TOM HANSON, CP

Stephen Harper a réagi hier à Laval aux attaques virulentes de Gilles Duceppe à son endroit dimanche. Le chef bloquiste en a remis... tout en ouvrant la porte à des «alliances ponctuelles». Tout ça alors que le NPD lance une offensive contre le Bloc et que Stéphane Dion prépare une réponse aux demandes de Jean Charest. Nos journalistes racontent cette journée qui annonce une dernière ligne droite chaudement disputée. **Pages A6 et A10**

La tournée de Patrick Lagacé Premier arrêt: Trois-Rivières PAGE A6

HOMIER-ROY

5H30

Aujourd'hui à 6h40, l'avenir de la culture à Montréal
vu par Isabelle Hudon, présidente de la Chambre de
commerce du Montréal métropolitain. Réal.: Nadia Peillon



95,1 FM
PREMIÈRE CHAÎNE

Radio-Canada.ca/bienmeilleur

MONTRÉAL LES SIGNES VITAUX

LOGEMENT

0,5 %

En 2007, les familles à faible revenu avaient toujours de la difficulté à se loger : le **taux d'occupation des logements abordables** de trois chambres se situait bien en dessous du seuil d'équilibre de 3 %.



ENVIRONNEMENT

Dernier

Montréal se classe **derrière les autres grandes villes canadiennes** en ce qui a trait à la proportion des ménages équipés d'ampoules fluorescentes compactes (41 %), d'un thermostat programmable (34 %) ou d'un système d'économie d'eau dans les toilettes (23 %)



IMMIGRATION

3 Les immigrants sont **trois fois plus frappés par le chômage** que les non-immigrants et leur revenu familial médian n'atteint que 70 % de celui des personnes nées au Canada.

INÉGALITÉS

9 % Pourcentage de résidents de l'île de Montréal qui dépendaient de **prestations de dernier recours en janvier 2008**. Plus du quart étaient des enfants. La lutte contre la pauvreté passe par l'éducation, selon la Fondation du Grand Montréal.

EMPLOI

2,5 %

Pour la première fois en 20 ans, **Montréal a dépassé la moyenne canadienne (2,3 %) sur le plan de la croissance annuelle de l'emploi**. En moyenne sur 10 ans, la région est 4^e sur les 20 plus grandes agglomérations du continent.



Montréal a connu une excellente année 2007 en ce qui a trait à l'emploi. La métropole a un bas taux de criminalité et s'y loger coûte moins cher qu'ailleurs au Canada. Mais Montréal accuse des retards dans plusieurs domaines, prévient la Fondation du Grand Montréal, notamment dans l'intégration de ses immigrants sur le marché du travail, dans la lutte contre la pauvreté et dans les économies d'énergie. Plutôt de mauvais augure alors que la crise financière menace...

SOMMAIRE			
Amusez-vous!	ARTS 6	Horaire télévision	ARTS 4
Astrologie du jour	AFFAIRES 15	Loteries	A 15
Bourses	AFFAIRES 12 et 13	Monde	A 22 et 23
Décès	AFFAIRES 16	Petites annonces	AFFAIRES 7 et 14
Forum	A 24 et 25	Sudoku	AFFAIRES 8

Météo
Ensoleillé, vents légers, maximum 13, minimum 4. SPORTS 6

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?

nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?

commentaires@lapresse.ca

Parmi les explorateurs, certains avaient misé sur les meilleurs systèmes de navigation. Les autres ne sont jamais réapparus.



Portugaise Automatic. Réf. 5001: il y a des tâches pour lesquelles il ne vaut mieux pas s'écarter du droit chemin. Grâce aux avantages du plus précis des mouvements de montre de poche et à un remontage Pellaton, la Portugaise est un modèle de fiabilité. Et avec la réserve de marche de sept jours, elle continue à fonctionner quand vous vous octroyez une pause. Par exemple sur l'île que vous venez de découvrir. **IWC. Conçue pour les hommes.**

Mouvement mécanique de manufacture | Remontage automatique Pellaton | Réserve de marche de 7 jours | Indication de la réserve de marche | Indication de la date | Balancier avec médaillon en or jaune 18 carats | Verre saphir antireflet | Fond en verre saphir | Étanche 3 bars | Or rose 18 carats

Disponible chez :
CHÂTEAU D'IVOIRE
JOAILLIERS
2020 RUE DE LA MONTAGNE, MONTRÉAL : (514) 845-4651 SANS-FRAIS : 1-888-883-8283
WWW.CHATEAUIVOIRE.COM



ÉRIC CLÉMENT

Dévoilé aujourd'hui par la Fondation du Grand Montréal, le troisième bilan annuel de santé de la région montréalaise tombe à un curieux moment, la crise financière internationale laissant planer bien des incertitudes. Dans *Signes vitaux 2008*, la FGM rappelle que la performance de la métropole en création d'emplois a été tout simplement remarquable l'an passé, mais que Montréal a encore bien des progrès à faire en éducation, en environnement et dans la réduction des inégalités sociales.

Le taux de chômage a été de 7 % en 2007 à Montréal. Un résultat inégalé depuis des lustres. L'écart avec Toronto (6,8 %) s'est même réduit de façon significative et, pour la première fois en 20 ans, Montréal a dépassé la moyenne canadienne (2,3 %) en croissance annuelle de l'emploi avec 2,5 %. D'ailleurs, la métropole s'est classée sur ce point l'an dernier au premier rang des cinq plus grandes métropoles du nord-est du continent, soit devant Boston, Washington, Philadelphie et New York.

Le bilan de la FGM, organisme de bienfaisance voué au mieux-être de la collectivité, met aussi en relief la hausse de la natalité dans la région montréalaise pour la troisième année consécutive. La fondation veut que cette tendance se maintienne car, parallèlement, l'âge moyen de la population continue d'augmenter. « L'État et les milieux sociaux et communautaires doivent aider les mères vulnérables, développer des services de garde de qualité et faire en sorte que la venue d'un enfant ne soit

pas une cause d'appauvrissement », dit Kathleen Weil, présidente et directrice générale de la FGM.

Autre élément réjouissant, le taux de réussite scolaire n'a cessé de croître au fil des ans à Montréal, tant au niveau secondaire que post-secondaire. Mais Toronto dame encore le pion à la métropole : la proportion de citoyens n'ayant pas terminé leur secondaire est de beaucoup inférieure dans la Ville reine qu'à Montréal. « Pour l'éducation, il serait temps de prendre un peu de recul et de regarder ce qui s'est fait chez nous sur une période de 15-20 ans », dit M^{me} Weil.

Des défis

Mis à part la crise financière, les perspectives de 2008 étaient déjà considérées comme nettement moins bonnes dans le domaine de l'emploi. Et bien des défis demeurent : « La pauvreté et les inégalités persistent, les progrès sont lents

« Il ne faut ni baisser les bras devant l'ampleur de la tâche ni se dire qu'on ne peut changer les choses. »

en environnement et le domaine des arts, même s'il brille par son dynamisme et sa créativité, doit constamment lutter pour survivre », dit Kathleen Weil.

Marcel Côté, associé fondateur de Secor Conseil et vice-président du conseil d'administration de la FGM, craint que les bonnes tendances sur lesquelles surfait Montréal « marquent un temps d'arrêt ou peut-être même reculent ». « Il y a finalement beaucoup de fragilité (à Montréal), dit-il. Il faut dire qu'il y a eu beaucoup de négligences dans le passé, notamment au niveau des infrastructures. »

La FGM se demande aussi ce

qui va arriver aux organismes de bienfaisance dont les portefeuilles ont perdu de la valeur depuis quelques semaines. « Les fondations ont des fonds dotés investis sur le marché boursier et comme les rendements sont négatifs pour tout le monde, que va-t-il se passer pour tous ces gens? se questionne M^{me} Weil. Alors que l'écart entre les riches et les pauvres est en train de croître partout, si les vulnérables sont aussi vulnérables, comment vont-ils vivre? »

Le diagnostic *Signes vitaux du Grand Montréal 2008* est accompagné d'un bilan similaire réalisé à la grandeur du pays. Ce bilan pancanadien, également rendu public aujourd'hui, met en relief le fait que, d'un océan à l'autre, « la pauvreté des enfants ne s'est pas améliorée depuis 1989 » même si le gouvernement fédéral en avait fait un engagement solennel pour... l'an 2000. Par ailleurs, les revenus des familles immigrantes diminuent au Canada.

Kathleen Weil veut toutefois transmettre un message d'espoir : « Les choses ne bougent pas toujours aussi vite qu'elles le pourraient! Mais il ne faut ni baisser les bras devant l'ampleur de la tâche ni se dire qu'on ne peut changer les choses. Chacun, à sa mesure, peut contribuer à la qualité de vie de notre région. »

COURRIEL
Pour joindre notre journaliste
eric.clement@lapresse.ca

CYBERPRESSE.CA

DÉFIS

Quels sont les principaux défis de Montréal 2008 ? Répondez sur cyberpresse.ca/montreal

SONDAGE CROP

Les Montréalais se serrent les coudes

ÉRIC CLÉMENT

Égoïstes, les Montréalais? Maniaques de leurs chars? Peu préoccupés par l'environnement?

Bien au contraire, selon un sondage CROP réalisé pour la Fondation du Grand Montréal.

Les Montréalais sont « très sensibles » aux enjeux sociaux, notamment la qualité de l'environnement, les transports en commun et la pauvreté.

Selon cette enquête menée du 14 au 24 août derniers auprès de 502 Montréalais (marge d'erreur de 4 points de pourcentage, 19 fois sur 20), les Montréalais sont « très sensibles » aux enjeux sociaux, notamment la qualité de l'environnement, les transports en commun et la pauvreté.

Quand on leur demande de choisir un enjeu important, les

Montréalais estiment à 98 % que « la prudence au volant » est « assez ou très important », devant la qualité de l'environnement (97 %), la pauvreté (97 %), la circulation automobile (92 %), le logement à prix abordable (91 %), les transports en commun (88 %) et l'intégra-

et la sécurité publique (3 %).

Les Montréalais s'impliquent-ils pour améliorer cette qualité de vie? Le sondage révèle que la participation la plus importante des citoyens consiste à recycler : 95 % l'ont fait « très ou assez souvent » au cours des derniers 12 mois. Les Montréalais sont 57 % à dire qu'ils utilisent « très ou assez souvent » les transports en commun, la marche ou le vélo au lieu de leur voiture dans leurs déplacements quotidiens. Ils sont aussi 59 % à faire des dons de charité et 28 % du bénévolat.

Les auteurs du sondage concluent que la participation sociale des Montréalais, quoique fort variable d'un sujet à l'autre, « donne des signes positifs lorsque facilement accessible par les citoyens ».

Pour informations sur la fondation : www.fgmmtl.org

MONTRÉAL LES SIGNES VITAUX

TABAC

24,8 %

Après plusieurs années de baisse, la **proportion de fumeurs a augmenté de 4,2 %** au cours des deux dernières années pour atteindre 24,8 % en 2007. Moyenne canadienne: 21,9 %.



DÉMOCRATIE

36,2 %

En 2007, **36,2 % des élus de Montréal étaient des femmes**. Vancouver (36,4 %) était la seule ville ayant un taux de représentation féminine supérieur.

NATALITÉ

11,6

C'est le nombre de **naissances par 1000 habitants** en 2007. Pour la troisième année de suite, la région enregistre une hausse de la natalité. Les femmes de 30 à 34 ans ont le plus contribué à cette croissance.



OBÉSITÉ

14,8 %

Pourcentage des **adultes qui se déclaraient obèses en 2007** par rapport à 11,8 % à Toronto et 8,6 % à Vancouver.



ARTS

46,1 %

Avec ce taux, **Montréal se classe 3^e au Canada** derrière Victoria (50,5 %) et Ottawa (49,5 %) en ce qui a trait à la proportion de la population ayant assisté à un spectacle artistique en 2005.

DE SANTÉ MITIGÉ



Un enfant sur trois à Montréal a, pour cause de pauvreté, des problèmes de développement au moment d'entrer à l'école. PHOTO ALAIN ROBERGE, ARCHIVES LA PRESSE

Les oubliés de Montréal la paumée



RIMA ELKOURI

CHRONIQUE

Il y a de ces chiffres qui me font sursauter chaque fois que je les vois. Pas tant parce qu'ils sont nouveaux, mais surtout parce qu'ils sont vieux. Vieux et scandaleux.

Je parle ici des données toujours aussi peu réjouissantes sur la pauvreté que met en relief le dernier bilan de santé de la métropole. Même si la proportion d'enfants pauvres de la grande région de Montréal a légèrement diminué depuis l'an 2000, la situation demeure très préoccupante, nous rappelle la Fondation du Grand Montréal. Vingt-deux pour cent des enfants montréalais vivent au sein de familles à faibles revenus. C'est plus d'un enfant sur cinq. C'est énorme. La situation n'est guère plus joyeuse ailleurs au pays. Mais qui s'en préoccupe vraiment en ces temps de campagne électorale et d'ouragans financiers?

Avez-vous entendu un seul chef de parti se prononcer haut et fort sur la question?

Ainsi tolère-t-on comme si c'était une fatalité que 33 000 enfants, chaque mois, aient recours à la banque alimentaire à Montréal seulement. Trente-trois mille enfants. C'est énorme. Comme si l'on trouvait normal que la charité se substitue à des mesures de justice sociale.

On accepte aussi sans trop rouspéter les conséquences dramatiques d'une pauvreté qui n'est pas que matérielle. On tolère qu'un enfant sur trois à Montréal ait, pour cause de pauvreté, des problèmes de développement au

moment d'entrer à l'école. Un enfant sur trois qui n'est pas prêt pour la maternelle. C'est énorme.

Encore une fois, la pauvreté demeure un enjeu oublié d'une campagne électorale qui vise à séduire la classe moyenne. Pourtant, les problèmes sont criants. Et la crise financière n'augure rien de bon. Lisez ou relisez l'excellente série d'articles sur Montréal la paumée que l'on publiait dans nos pages, il y a trois semaines. Vous verrez que derrière ces chiffres qu'on préfère ne pas voir, il y a des réalités bouleversantes, des enjeux de taille qui ne concernent pas que les oubliés de Montréal la paumée, à éliminer la pauvreté des enfants au pays avant l'an 2000. Éliminer, rien de moins! Et puis, l'an 2000 est arrivé. Et puis? Et puis, rien. Les chiffres sur la pauvreté au pays n'ont à peu près pas changé depuis 1989. On note ça et là quelques données plus encourageantes, notamment au Québec où les garderies à 7\$ et les congés parentaux bonifiés ont permis à certains de souffler. Mais au final, les gouvernements au pouvoir se sont succédé, les promesses se sont envolées, les pauvres sont restés, croissance économique ou pas.

Ainsi, alors que Montréal a connu une dernière année exceptionnelle sur le plan de l'emploi,

Moisson Montréal s'inquiète de voir de plus en plus de «working poor» faire appel à ses services. Des gens qui travaillent, mais qui n'arrivent pas à joindre les deux bouts. Le profil de la clientèle «à statut précaire» qui a recours à l'aide alimentaire «tend à s'éloigner du cliché de l'assisté social», note l'organisme dans son

mais la société dans son ensemble, qui se révèle par la manière dont elle traite ses citoyens les plus vulnérables.

Bien sûr, la pauvreté, tout le monde est contre, en principe. En autant que l'on baisse les impôts... En 1989, sous le gouvernement de Brian Mulroney, la Chambre des communes s'engageait même

dernier bilan. La proportion de travailleurs à temps plein faisant la queue devant des comptoirs alimentaires a augmenté de 24 % en 2007 et celle des étudiants vivant de prêts et bourse de 28 %. C'est dire que le pauvre n'est pas toujours celui qu'on imagine.

La bonne nouvelle, si l'on en croit le sondage CROP que nous publions, c'est que le silence des politiciens sur le sujet n'est pas à l'image de la sensibilité des Montréalais. Aux yeux des répondants, la pauvreté ressort comme un des enjeux prioritaires auxquels il faudrait s'attaquer si on veut améliorer la qualité de vie à Montréal. Sur le terrain, des gens du milieu communautaire ou des citoyens à la conscience sociale aguerrie n'attendent pas les politiciens pour agir. Tant mieux. Mais cela ne suffit pas. La charité est une chose. La justice sociale en est une autre. La première est un mal nécessaire. La seconde est une nécessité. Au-delà des promesses en l'air, encore faudrait-il que ceux qui ont le pouvoir de changer les choses s'en préoccupent vraiment.

COURRIEL
Pour joindre notre chroniqueuse
rima.elkouri@lapresse.ca

QUAND IL S'AGIT DE PROFITER DE
LA VIE, JE NE DONNE PAS MA PLACE.
MAIS RÉUSSIR À AMÉLIORER LE
RENDEMENT DE MES PLACEMENTS
SANS AUCUN RISQUE, JE NE FERAİ
PAS ÇA TOUTE SEULE.



Biron



Diane Belec
Planificatrice financière*

Comme bien des gens, madame Biron croyait qu'il faut nécessairement prendre des risques pour accroître le rendement de son portefeuille. Lorsque je lui ai parlé du Portefeuille profilé à capital garanti Desjardins, elle a tout de suite compris que ce n'était pas le cas, au contraire.

Le Portefeuille profilé à capital garanti est une solution de placement clés en main, unique à Desjardins, qui comprend des placements garantis liés aux marchés et de l'épargne à terme pour certains profils, répartis selon le profil de l'investisseur.

Vous recherchez vous aussi une solution de placement qui offre un rendement supérieur aux placements traditionnels, avec un versement d'intérêts garanti à l'échéance (pour certains profils) et qui protège votre capital à 100 % ? Le Portefeuille profilé à capital garanti Desjardins répondra à vos attentes.

RENCONTREZ VOTRE PLANIFICATEUR FINANCIER.

Pour la gestion de vos avoirs, c'est plus qu'une banque. C'est Desjardins.

GESTION DES AVOIRS

□ DIVERSIFICATION DE PORTEFEUILLE – PORTEFEUILLE PROFILÉ À CAPITAL GARANTI

desjardins.com/vosavoirs



Desjardins

Conjuguer avoirs et êtres

* Le planificateur financier agit pour le compte de Desjardins Cabinet de services financiers inc.

Une taxe sur le carbone réclamée

230 économistes exigent une action immédiate contre le réchauffement planétaire

FRANÇOIS CARDINAL

À une semaine des élections fédérales, quelque 230 économistes canadiens parmi les plus influents au pays s’immiscent dans la campagne: ils exigent une action immédiate contre le réchauffement planétaire, une intervention qui passe par l’imposition d’une taxe sur le carbone.

Les signataires dévoileront ce matin une lettre ouverte, obtenue par *La Presse*, où ils joignent leurs voix pour « que soient mises en œuvre des politiques efficaces pour lutter contre les changements climatiques ».

S’excusant presque de prendre cette position en pleine crise des marchés financiers, ils justifient leur geste en précisant: « Nous ne pouvons soutenir une économie saine sans un environnement sain. »

Non partisan

Les signataires, qui présentent leur geste comme non partisan, viennent principalement du milieu universitaire. On retrouve des personnalités connues du Québec, comme Jean-Thomas Bernard, Pierre Fortin et Claude Montmarquette, des titulaires de chaires, des membres de l’Ordre du Canada et des présidents d’organisations comme l’Association canadienne des économistes et l’International Banking, Economics and Finance Association.

La lettre qu’ils signent se décline en 10 points et se lit comme un manifeste environnemental basé sur des principes économiques. L’objectif déclaré est l’établissement d’une « politique publique de préservation de l’environnement ».

Voilà d’ailleurs à leurs yeux une des rares problématiques sur lesquelles la plupart des économistes s’entendent. Pourquoi celle-ci? « Parce qu’en l’absence d’une telle politique, les individus n’ont généralement pas d’incitation à prendre en compte les conséquences environnementales de leurs actions. Il en résulte une défaillance du marché qui mène à des niveaux excessifs de pollution », notent-ils.

Affirmant que toute action – y compris l’inaction – aura des conséquences économiques importantes, ils avancent que la tarification du carbone est incontournable, qu’elle se fasse par l’entremise d’une taxe ou d’un système d’échange de permis de polluer.

On précise cependant que la Bourse du carbone est complexe et incertaine. Contrairement à



PHOTO PATRICK SANFAÇON. ARCHIVES LA PRESSE

Selon les économistes signataires de la lettre ouverte, la tarification du carbone est incontournable parce que les changements climatiques pourraient être catastrophiques si des actions concrètes ne sont pas entreprises dès maintenant.

la taxe sur le carbone qui, elle, a le mérite d’être simple et peu dispendieuse.

« Une stratégie de taxation bien planifiée introduirait la taxe graduellement et l’augmenterait progressivement et

Un coup de pousse aux libéraux

Bien que les économistes se disent non partisans, il n’en reste pas moins qu’ils donnent un sérieux coup de pousse aux libéraux, car la taxe sur le carbone est au cœur du Tournant

« Nous ne pouvons soutenir une économie saine sans un environnement sain. »

de manière prévisible, écrit-on. Ceci procurerait aux investisseurs le degré de certitude nécessaire à la bonne marche de leurs affaires, tandis que les consommateurs pourraient s’ajuster aux changements graduels des prix. »

vert, le plan du chef, Stéphane Dion.

Cela est d’autant plus vrai que l’on propose également de redistribuer les fruits de cette taxe en baisses générales d’impôts, comme le suggère également le Parti libéral (les verts

proposent aussi une taxe sur le carbone, mais ils redistribueraient différemment les revenus amassés).

Moins coûteux

« Si la révision du système de taxation est faite intelligemment, note-t-on, le Canada pourrait bénéficier d’un système moins coûteux pour l’économie, favorisant ainsi la croissance au bénéfice de tous les Canadiens. »

Ils reconnaissent par ailleurs que l’action gouvernementale aura un coût « substantiel » pour la collectivité, mais ils enjoignent les candidats politiques de ne pas s’en servir pour justifier leur inaction. De toute

façon, ajoutent-ils, les coûts du laisser-aller seront plus élevés que ceux de l’action.

« Dans quelques décennies à peine, les conséquences des changements climatiques pourraient être catastrophiques si des actions concrètes ne sont pas entreprises dès maintenant, affirment-ils. Même ceux qui demeurent sceptiques face au consensus scientifique actuel doivent envisager les coûts du statu quo. Il sera trop tard pour agir si on attend des certitudes. »

Pour en savoir plus: econ-environnement.ca

COURRIEL

Pour joindre notre journaliste francois.cardinal@lapresse.ca

À 7 secondes du gros lot de 13,5 millions

Un homme poursuit Loto-Québec

CHRISTIANE DESJARDINS

En achetant deux billets de Super Sept à 20h59, le 23 mai dernier, Joël Ifergan pensait être arrivé à temps pour participer au tirage du jour. Pourtant, son deuxième billet est sorti daté du tirage suivant à cause d’un délai de traitement de quelques secondes. Comme il avait les numéros chanceux du jour, il a vu 13,5 millions lui filer sous le nez.

C’est du moins ce que M. Ifergan soutient dans une poursuite de 13,5 millions qu’il vient d’intenter contre la Société des loteries du Québec. Il réclame en fait la moitié du gros lot de 27 millions remporté par un autre participant, qui avait aussi les bons numéros lors de ce mémorable tirage.

M. Ifergan, résidant de Dollard-des-Ormeaux, prétend que le délai de traitement du système central de Loto-Québec est responsable de ses malheurs.

Autant sur son site internet que dans ses publicités, soutient le demandeur, Loto Québec affirme que l’heure de fermeture des mises est le vendredi à 21h, et que la société d’État doit s’y conformer.

Le chanceux malchanceux raconte s’être présenté à 20h58 au dépanneur J.M.I., situé au 4701, boulevard Saint-Jean. Il a demandé s’il était encore temps de miser pour la Super Sept du jour. Le propriétaire, Mehernosh

Behram Iranpur, aurait regardé l’heure sur le terminal, et lui aurait répondu qu’il restait une minute, car l’heure venait juste de changer.

M. Ifergan affirme qu’il a alors acheté deux mises rapides de cinq séries de numéros avec l’extra, au coût de 22\$. Le commerçant aurait conclu la transaction en disant que cela avait été fait à temps. Toutefois, en regardant les dates, M. Ifergan s’est rendu compte que le premier billet était bien daté du 23 mai, mais que le second était du 30 mai. Ironie du sort, c’est ce dernier qui contenait les numéros chanceux.

Une mise à la fois

M. Ifergan a entrepris des démarches auprès de Loto-Québec pour récupérer ce qu’il estime son dû. Il a appris que même si une personne achète deux billets simultanément à un terminal, le système central ne traite qu’une mise à la fois. Il y aurait un délai de huit à dix secondes entre l’achat et le traitement. Le soir en question, il y a eu beaucoup de mises, vu la consistance du gros lot. Si bien qu’il a fallu 10 secondes pour traiter les billets de M. Ifergan dans le système central. Avec le résultat que son second billet a été enregistré au central à 21:00.07. Le billet a donc été acheté à temps, selon M. Ifergan.

Ce sera à la Cour supérieure de trancher.



NOTRE BAS ITALIEN
VALENZA
6.99

Économisez 30% sur un bas fin d’une nouvelle collection exclusive créée spécialement pour nous en Italie. Tricot 20 deniers qui offre une texture très fine pour l’œil, une transparence mate et uniforme. Discrètes coutures plates, gousset de coton, pointes renforcées. Coloris de nero, fusaggine, pisa, zenzero, barbados. P.m.g.t.g. Rég. 10.00

 **simons**
simons.ca

• QUÉBEC PLACE STE-FOY, GALERIES DE LA CAPITALE, VIEUX-QUÉBEC • MONTRÉAL CENTRE-VILLE, PROMENADES ST-BRUNO, CARREFOUR L'AVAIL • SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE

SCANDALE DES COMMANDITES

Chrétien était prêt à payer politiquement

D'anciens collaborateurs de Chrétien réfutent les accusations de Paul Martin contenues dans son autobiographie

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Jean Chrétien était prêt à encaisser les coûts politiques des allégations de malversations relativement au programme de commandites en 2003, mais il a tiré sa révérence plus tôt parce que son éternel rival Paul Martin brûlait d'impatience de prendre le pouvoir.

M. Chrétien a donc décidé de proroger la session parlementaire quelques jours avant que Paul Martin ne soit officiellement désigné chef du Parti libéral du Canada à Toronto le 14 novembre. La passation des pouvoirs a eu lieu le 12 décembre 2003.

Résultat: la vérificatrice générale Sheila Fraser n'a pu déposer son rapport accablant sur le programme de commandites en novembre 2003, comme prévu, parce que la session parlementaire avait été prorogée. Ce rapport, qui soutenait que près de 100 millions de dollars avaient été versés à des agences de publicité liées au Parti libéral sans justification raisonnable, a finalement été déposé le 9 février 2004. Le dépôt de ce rapport a provoqué une chute importante et immédiate des appuis au Parti libéral dans les sondages, notamment au Québec.

«M. Chrétien était prêt à affronter la tempête dans le dossier du programme de commandites. Mais les alliés de Paul Martin étaient trop pressés de le voir partir. Ils voulaient le pouvoir le plus rapidement possible», a confié à *La Presse* une source libérale digne de foi.

D'anciens proches collaborateurs de Jean Chrétien réfutent aussi les accusations de Paul Martin contenues dans son autobiographie qui paraîtra dans trois semaines.

Le Devoir a obtenu une version non corrigée de ce livre de 555 pages, intitulé *Contre vents et marées*, et a publié de nombreux extraits dans sa livraison d'hier. Dans son livre, Paul Martin règle ses comptes avec ceux qui, à son avis, l'ont empêché d'avoir le règne auquel il s'attendait depuis longtemps, toujours selon *Le Devoir*.

Un chapitre entier du livre porte sur le scandale des commandites. Selon Paul Martin, Jean Chrétien a voulu lui nuire en n'affrontant pas lui-même la tempête. Il l'accuse d'avoir retardé la publication du rapport de la vérificatrice générale jusqu'à ce que M. Martin le remplace à la tête du gouvernement. «J'étais en colère contre Jean Chrétien qui m'avait laissé cette bombe à retardement», affirme Paul Martin dans son bouquin.

«Soit parce qu'il craignait que son héritage ne fût entaché par le scandale des commandites, soit en



PHOTO TOM HANSON, ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE

Paul Martin a été officiellement désigné chef du Parti libéral du Canada à Toronto le 14 novembre 2003.

raison de son aigreur à mon égard – il est seul à pouvoir trancher cette question –, il fit en sorte de retarder la publication du rapport de la vérificatrice générale jusqu'à ce que j'aie pris sa place au 24, Sussex. L'ironie de la situation dans cette triste affaire est que, plus tard, Jean Chrétien et les gens de son entourage critiquèrent sévèrement

M. Chrétien. Il faisait dire à M. Chrétien de s'en aller au plus sacrant. Il faisait passer ses messages par le Bureau du Conseil privé», a affirmé M. Pelletier.

«M. Chrétien a dit: "Je ne suis pas pour me mettre à ouvrir le Parlement et me faire tirer dans le dos, alors qu'il se débrouille, il veut le pouvoir il va l'avoir et il se débrouillera avec ce qu'il y a dans le dossier des commandites"», a ajouté M. Pelletier.

Il a affirmé que M. Chrétien aurait simplement remis le rapport de la vérificatrice générale à la GRC pour qu'elle mène des enquêtes. Pour calmer la grogne, Paul Martin a plutôt décidé de créer une commission d'enquête publique sur le scandale des commandites. «Il aurait envoyé le rapport à la vérificatrice générale et à la

police, il lui aurait dit: faites votre ouvrage. Martin a décidé de faire un *show* avec une commission d'enquête, et il s'est promené à travers tout le pays pour allumer le feu sur l'affaire des commandites. Tout ce qu'avait à faire Martin, c'était de recevoir le rapport et de le transmettre à police. (...) Mais il a voulu faire un *show* médiatique pour se

n'étaient souvent, à son avis, que des maladresses. Paul Martin croit que l'une des décisions les plus inexplicables de Jean Chrétien a été de limiter à 5000\$ les sommes qu'un militant ou une entreprise peut verser à une formation politique. M. Martin considère que cela a entravé la marche du Parti libéral et a profité au Parti conservateur.

Les proches collaborateurs n'ont pas été impressionnés par les écrits de l'ancien ministre des Finances.

«On n'avait pas besoin de cette preuve additionnelle du mauvais jugement de Paul Martin qui a été un être hypocrite et déloyal et qui semble-t-il est toujours habité par un esprit de vengeance», a lancé Jean Pelletier.

Quant à Eddie Goldenberg, qui a été le bras droit de Jean Chrétien pendant presque toute sa carrière à Ottawa, il s'est contenté de dire: «Je n'ai pas lu le livre. Je pense que je vais peut-être commencer par le livre de Julie Couillard. Ce sera peut-être plus intéressant!»

Avec William Leclerc et La Presse Canadienne

«M. Chrétien a dit: "Je ne suis pas pour me mettre à ouvrir le Parlement et me faire tirer dans le dos, alors qu'il se débrouille, il veut le pouvoir il va l'avoir et il se débrouillera avec ce qu'il y a dans le dossier des commandites."»

la manière dont je m'étais occupé du rapport de la vérificatrice générale, alors que lui et ses collaborateurs avaient délibérément choisi de rejeter sur moi la responsabilité de réparer ce gâchis», affirme M. Martin, toujours selon *Le Devoir*.

Mais Jean Pelletier, l'ancien chef de cabinet de Jean Chrétien, a rejeté hier ces accusations.

«Une fois qu'il (M. Martin) a été élu chef du parti le 14 novembre, (...) il s'est mis à bousculer

débrouillera avec ce qu'il y a dans le dossier des commandites"», a ajouté M. Pelletier.

Mais hier, en cette fin d'après-midi ensoleillée, Claude Durand m'assurait que les gens qu'elle rencontre se fichent de tout ça. Se ficheraient même de l'inexistence (jusqu'à hier), d'un programme conservateur.

«Ils aiment M. Harper. Ils me le disent. Ils ont apprécié qu'il

distinguer de M. Chrétien», a dit M. Pelletier.

Il a précisé que des accusations avaient déjà été portées contre un des acteurs du scandale des commandites, Paul Coffin, lorsque M. Chrétien était encore premier ministre.

Dans son livre, Paul Martin écrit aussi que ses intentions ont souvent été mal interprétées par M. Chrétien. Les tentatives de renversement qu'on lui imputait

Dring, dring, c'est le maire



PATRICK LAGACÉ
CHRONIQUE

TROIS-RIVIÈRES — Je suis donc à Trois-Rivières, première étape d'une tournée québécoise, question de tâter le pouls électoral, à une semaine du scrutin. Le pouls, donc?

Eh bien! la grosse histoire, ici, dans la capitale de la Mauricie, c'est Claude Durand. Ou les absences de Claude Durand. La candidate conservatrice, a boudé les débats (comme bien des candidats conservateurs from coast-to-coast) et fuit les journalistes (comme bien des candidats conservateurs from coast-to-coast).

Tiens, l'autre jour, dans *Le Nouvelliste*, Jean Isabelle a accouché d'une caricature qui résume tout: M^{me} Durand, cachée sous un lit, sort la tête, l'air effrayé: «Euh, la campagne est-elle finie?»

Devant la résidence pour gens âgés qu'elle vient de visiter, Claude Durand, blonde aux yeux bleus, me jure que la caricature n'a pas percé son armure de femme de tête.

«Si on ne vaut pas une risée, on ne vaut pas grand-chose...» La candidate conservatrice m'explique qu'elle a préféré faire

campagne «sur le terrain», plutôt que de faire des débats.

Sauf que Trois-Rivières, c'est une ville hautement médiatique. Il y a un quotidien. Il y a des radios. Il y a Radio-Canada, il y a TVA. Donc, les absences de M^{me} Durand ont été hautement remarquées. Ses gaffes et ses contradictions, aussi.

Une gaffe: elle invite un repor-

Trois-Rivières, c'est une ville hautement médiatique. Il y a un quotidien. Il y a des radios. Il y a Radio-Canada, il y a TVA. Donc, les absences de M^{me} Durand ont été hautement remarquées. Ses gaffes et ses contradictions, aussi.

ter de TVA à la suivre dans une tournée de poignées de main, dans une usine. Le reporter, Patrick Bégin, après, veut lui poser des questions. Non, pas de questions! TVA a montré M^{me} Durand fuyant le journaliste.

Une contradiction: en entrevue à la radio, elle dit à l'animateur Robert Pilote que, non, elle n'avait pas participé à la campagne (malheureuse) à la mairie de (l'ex-ministre péquiste) Guy Julien. M.

reconnaisse la nation québécoise. Qu'il apprenne si vite le français.»

Elle jure que sa campagne va bien. Pourtant, le sentiment, ici, est le même qu'ailleurs au pays: la campagne conservatrice a plafonné. La firme de communication HKDP a concocté un outil qui fait des prévisions basées sur tous les sondages publiés, tant à l'échelle nationale que régionale. Et dans Trois-Rivières, Paule

Brunelle, la bloquiste, est donnée gagnante par 4000 voix.

«Peut-être a-t-elle eu des ordres de la campagne nationale», lance M^{me} Brunelle pour expliquer les absences de son adversaire conservatrice.

Et qu'est-ce qui préoccupe les gens de Trois-Rivières?

«Les fermetures d'usine. Les coupes en culture.»

Les coupes en culture? Moi qui croyais que les gens s'en fichaient, des artistsssses.

«Il y avait déjà eu des coupes, dit M^{me} Brunelle. Dans les musées, dans la condition féminine. Mais en culture, ça a montré que deux idéologies s'affrontent. Ça a clarifié les choses.»

À 20h37, je bâche sur mon

Mac pour accoucher de ce papier, au café Morgane. Mon iPhone se met à grouiller. Numéro inconnu. Je réponds.

«Alors, c'était bon, ce souper au Grill?»

Je ne sais pas à qui est cette voix. Mais la voix sait où j'ai soupé il y a une heure!

«Ici Yves Lévesque, maire de Trois-Rivières...»

Le hic, c'est que je n'ai pas laissé de message à M. Lévesque.

Je ne sais pas comment il a eu mon numéro de portable. Quand je vous dis qu'il sait tout.

J'ai eu beau déployer tous mes trucs de journaliste hautement entraîné, M. Lévesque ne voulait pas me parler directement de la campagne conservatrice. C'est pourtant de notoriété publique qu'il n'a pas apprécié que M. Harper arrête dans sa ville sans venir le rencontrer. Qu'il réproouve l'absence d'un programme. Qu'il croit que la campagne du Bloc va bien.

«C'est important de dire ce que tu vas faire, quand tu te présentes.»

Trois-Rivières aura 375 ans en 2009? Là-dessus, Yves Lévesque est plus volubile. Il y aura un *party*, pas aussi gros que le 400^e de Québec, mais il y aura un *party*. Le gouvernement Charest a donné 2 millions de dollars, dit-il. Ottawa?

«On ne sait pas. On n'a pas de nouvelles d'Ottawa. Ils ont donné 90 M\$ à Québec, hors programme. Par décision ministérielle.

On ne veut évidemment pas le même montant. Juste la même somme que le provincial.»

Il n'y a pas l'once d'une menace dans la voix du maire. Juste de la déception.

Personnellement, je me méfie-rais de la déception d'un maire qui sait tout, entend tout, tire toutes les ficelles de la ville et qui sait où les étrangers de Montréal vont souper quand ils débarquent dans sa ville.

Harper passe à l'attaque

Le Bloc demande un mandat de grève aux Québécois, dit le chef du PCC

GILLES TOUPIN

Après avoir encaissé les attaques virulentes de Gilles Duceppe dimanche, Stephen Harper est finalement passé à l'offensive hier. Le chef conservateur a affirmé que le Bloc ne demande rien de moins qu'un mandat de grève des Québécois aux élections du 14 octobre.

Devant quelque 400 partisans à Laval, le chef conservateur a averti Gilles Duceppe que les Québécois allaient lui envoyer un message clair le jour du scrutin.

«Ils vont dire: monsieur Duceppe, on est tannés de ces attaques personnelles, on est tannés d'être exclus du gouvernement, on s'intéresse à l'économie et on vote conservateur.»

Dans une sortie à Drummondville, dimanche, le chef bloquiste a traité M. Harper de « menteur », « rétrograde », « tricheur », et « arrogant ».

Avec la remontée du Bloc au Québec, selon les derniers sondages, M. Harper a bel et bien l'intention de déployer des efforts exceptionnels au cours des derniers jours de la campagne électorale pour tenter de reprendre le terrain perdu. Il est déjà prévu qu'il revienne au Québec à la fin de la semaine. Le chef conservateur s'est ainsi allègrement moqué à Laval du « plan économique du Bloc ».

«Vous avez bien raison, a-t-il dit à la foule. Le Bloc n'a pas de plan pour faire face à l'incertitude économique mondiale. Les Québécois sont préoccupés par l'économie, et c'est normal.»

M. Harper a poursuivi en affirmant que le Bloc n'avait non plus aucune vision pour aider les Québécois à protéger leurs revenus. Reprenant un thème déjà exploité depuis le début de la campagne, il a ajouté que le seul plan du Bloc c'est de dire aux Québécois qu'ils ne devraient jamais faire partie du gouvernement.

«Qu'est-ce qu'on fait pour passer à travers une période d'incertitude? a demandé le chef conservateur. Évidemment, on se retrousse les manches et on travaille plus fort. Ce que le chef du Bloc vous demande, lui, c'est un mandat de grève. Il cherche un mandat pour rester dans les corridors au lieu d'être à la table où se prennent les décisions.»

Stephen Harper a également souligné, selon lui, les raisons pour lesquelles le Bloc s'oppose au Parti conservateur.

«Le Bloc nous a appuyés souvent dans le passé, a-t-il expliqué. La vérité est que le Bloc ferait tomber n'importe quel gouverne-



PHOTO TOM HANSON, LA PRESSE CANADIENNE

Stephen Harper a annoncé hier une bonification de la Prestation universelle pour la garde d'enfants. Ce programme, qui verse 100\$ par mois aux familles pour chaque enfant de moins de 6 ans, sera pleinement indexé à l'inflation si les conservateurs sont réélus.

ment fédéral. Parce que le Bloc est un parti souverainiste. Le Bloc ne veut plus vous en parler.»

Plus tôt hier matin à Nepean, près d'Ottawa, le chef conserva-

teur avait lancé à celui du Bloc, Gilles Duceppe, que ce dernier était bien mal placé pour le traiter de diable puisqu'il avait collaboré avec les conservateurs

pour renverser le gouvernement libéral en 2006.

M. Harper a aussi accusé le Bloc d'avoir réagi à la reconnaissance de la nation québé-

vernement fédéral renforce la place du Québec à Ottawa».

Dans l'ensemble ce fut une journée en dents de scie, hier, pour le chef conservateur, qui

pour son parti dans les sondages.

«J'ai dit au commencement que cette campagne sera difficile», a-t-il cependant rappelé hier matin, après avoir annoncé une bonification de la Prestation universelle pour la garde d'enfants. Ce programme, qui verse 100\$ par mois aux familles pour chaque enfant de moins de six ans, sera pleinement indexé à l'inflation si les conservateurs sont réélus. De plus, les parents célibataires qui y ont droit et qui ne gagnent qu'un seul revenu ne seront plus tenus de payer de l'impôt sur cette prestation.

« Le Bloc nous a appuyés souvent dans le passé. La vérité est que le Bloc ferait tomber n'importe quel gouvernement fédéral. Parce que le Bloc est un parti souverainiste. Le Bloc ne veut plus vous en parler. »

Après avoir traité Harper de « menteur »

Duceppe ouvert à des « alliances » avec le PCC

MARTIN CROTEAU
ET GILLES TOUPIN

Moins de 24 heures après avoir traité Stephen Harper de « tricheur », de « menteur » et de « rétrograde », Gilles Duceppe a ouvert la porte à des « alliances

« S'il change d'idée, s'il nous arrive avec une idée qui est bonne, on l'appuiera. »

attaques personnelles en affirmant qu'il faut « appeler un chat un chat ». Il avait notamment affirmé que M. Harper « manque cruellement de jugement et de sens moral ».

« Je ne veux pas le démoniser, a affirmé le chef du Bloc lors d'un point de presse en matinée. Tout ce que j'ai avancé repose sur des faits. »

Le chef du Bloc a refusé d'engager son parti dans un éventuel gouvernement de coalition pour isoler Stephen Harper. Mais il s'est dit favorable à des « alliances ponctuelles » avec d'autres formations, y compris les conservateurs, pour faire adopter des projets de loi favorables au Québec.

Interrogé pour savoir s'il souhaite s'associer, même ponctuellement, avec un « menteur », un « tricheur », un « rétrograde », M. Duceppe a affirmé: «S'il change



PHOTO PAUL CHIASSON, LA PRESSE CANADIENNE

Loin de renier ses propos de dimanche, le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, s'est défendu de sombrer dans des attaques personnelles en affirmant qu'il faut « appeler un chat un chat ».

d'idée, s'il nous arrive avec une idée qui est bonne, on l'appuiera.»

« Attaques personnelles »

Le chef conservateur n'a pas tardé à répliquer à la charge lancée contre lui par son vis-à-vis du Bloc. Dès son premier événement de la journée à Nepean, dans la banlieue d'Ottawa, M. Harper a dit qu'il n'avait pas l'intention de répondre à ces « attaques personnelles ».

« Je pense que les Québécois font la part des choses, a-t-il ajouté. Le problème avec M. Duceppe, c'est qu'il m'a aidé à défaire le gouvernement libéral à la Chambre des communes il y a trois ans. Et au cours des deux premières années de ce gouvernement à Ottawa, le Bloc nous a appuyés régulièrement. »

«C'est un peu trop tard pour M. Duceppe de dire que nous sommes le diable, a-t-il ajouté. Je pense que ce n'est pas crédible. Et ce genre

d'attaques, je pense, ne représente pas le véritable caractère de la nation québécoise.»

Quoi qu'il advienne, le chef du Bloc a bon espoir de son côté qu'une fois les rigueurs de la campagne électorale terminées, les partis pourront travailler sereinement à la Chambre des communes.

«(Stephen Harper) a eu des attitudes très dures avec moi, a dit Gilles Duceppe. C'est un combat, une campagne électorale.»

Offensive du NPD au Québec

De nouvelles publicités télévisées attaquent le Bloc de front

MALORIE BEAUCHEMIN

VANCOUVER — À sept jours du scrutin, le NPD lance une offensive au Québec, attaquant de plein fouet le Bloc québécois. Dans une publicité télévisée qui sera diffusée à partir d'aujourd'hui, les néo-démocrates tombent à bras raccourcis sur le parti de Gilles Duceppe, l'accusant d'être le principal obstacle à l'éviction du gouvernement conservateur de Stephen Harper.

«Un vote pour le Bloc québécois *bloc* l'environnement, *bloc* les familles moyennes, *bloc* l'économie, mais surtout, *bloc* l'avenir du Québec», peut-on voir et entendre dans le court

«Un vote pour le Bloc québécois *bloc* l'environnement, *bloc* les familles moyennes, *bloc* l'économie, mais surtout, *bloc* l'avenir du Québec.»

message, sur fond de corridors glauques d'un labyrinthe, qui se terminent tous en cul-de-sac.

«Un seul geste pour débloquer les choses», dit ensuite le chef du NPD, Jack Layton, exhortant les Québécois de voter pour sa formation politique.

Après avoir attaqué les conservateurs dans leurs publicités en français comme en anglais, les néo-démocrates changent maintenant leur cible, cherchant à se présenter dans l'ensemble du Canada comme la voie de rechange crédible au parti de Stephen Harper.

«Nous voulions démontrer à quel point le Bloc empêche le remplacement d'un gouvernement, souligne Éric Hébert Daly, le directeur de la campagne du

NPD pour le Québec. Ils disent qu'ils veulent empêcher une majorité conservatrice, mais ils n'ont pas été capables d'empêcher des gouvernements majoritaires libéraux ou empêcher quoi que ce soit. Tout ce que le Bloc fait, c'est tourner en rond.»

Or, le NPD, rappelle M. Hébert Daly, a réussi à aller chercher au-delà d'un milliard de dollars pour le Québec dans le budget du gouvernement libéral de Paul Martin, en 2005.

Pour l'actuelle campagne électorale, le NPD a mis le paquet. «Il y a une raison pourquoi le NPD investit tant au Québec. On a l'équipe la plus importante de notre histoire au Québec, des candidats qui sont vraiment

un fort deuxième», soutient M. Hébert Daly. Outre la circonscription de M. Mulcair, les néo-démocrates fondent beaucoup d'espoir dans Gatineau, Jeanne-LeBer et Westmount-Ville-Marie, où ils ont placé leurs candidats-vedettes.

Selon Harris Décima, qui tient des sondages en continu, les appuis au NPD au Québec sont toutefois stagnants, entre 11 et 13 % depuis deux semaines, après un sommet à la mi-septembre de 17 % d'intentions de vote. Le dernier coup de sonde CROP pour *La Presse*, fin septembre, plaçait quant à lui les néo-démocrates à 16 % au Québec.

Avant de revenir vers l'est du pays, le chef du NPD fait campagne, hier et aujourd'hui, en Colombie-Britannique, une région qui lui est très favorable. Le plus récent sondage Ekos, daté du 5 octobre, y place même les troupes de Jack Layton à égalité dans les intentions de vote avec les conservateurs, à 32 %, loin devant les libéraux, à 21 % et les verts, à 15 %.

Les néo-démocrates avaient remporté 10 sièges en 2006, sur les 36 de la province, et espèrent aller en chercher plusieurs autres, misant sur le fait que le Tournant vert proposé par les libéraux de Stéphane Dion est largement critiqué dans la région.

Le chef du NPD a martelé toute la journée hier que le laisser-faire économique de Stephen Harper était inacceptable en cette période d'incertitude économique, et que lui seul se préoccupait réellement des familles canadiennes et de leurs besoins.



PHOTO NATHAN DENETTE, LA PRESSE CANADIENNE

Le visage du chef néo-démocrate Jack Layton était réfléchi dans un télésoffleur lors d'un rassemblement de ses partisans hier à Vancouver.



«J'étais bien curieux de répondre au questionnaire et mon rapport m'a permis de mieux connaître ma consommation en kilowattheures et en dollars surtout!»

– Marcel Saint-Pierre, Blainville

«Comme il est bien détaillé, le rapport de recommandations m'a permis de comprendre et de mieux gérer ma consommation d'électricité.»

– Mohammed Bel'Hadj, Montréal

«Je trouve que, si nous pouvons parvenir à faire des économies d'argent en améliorant notre consommation d'énergie, c'est positif autant pour nous que pour l'environnement.»

– Simon Dufour, Blainville

Comme plus de 850 000 Québécois, économisez sans vous priver.

«J'ai trouvé le questionnaire en ligne extrêmement convivial et facile à remplir. J'ai vraiment trouvé qu'il était très, très bien conçu. Ça nous permet aussi d'avoir le rapport immédiatement.»

– David Belliveau, Montréal

«J'ai vraiment apprécié le calcul des économies potentielles compris dans le rapport de recommandations. C'est facile de voir où on peut économiser de l'argent. Depuis qu'on a reçu le rapport, on a remplacé tous les thermostats de la maison par des thermostats électroniques.»

– Marie-France Dubois, Laval

«J'ai adoré que le rapport soit personnalisé selon mes habitudes à moi! Depuis que je l'ai reçu, j'ai fait plein de changements.»

– Évelyne Poitras, Laval

Suivez le courant collectif.

LE DIAGNOSTIC RÉSIDENTIEL, ÇA RAPPORTE À TOUS.

Remplissez le questionnaire¹ en visitant courantcollectif.com/temoignages1
Pour en obtenir un exemplaire papier, composez le 1 800 ÉNERGIE (1 800 363-7443).

¹Certaines conditions s'appliquent.

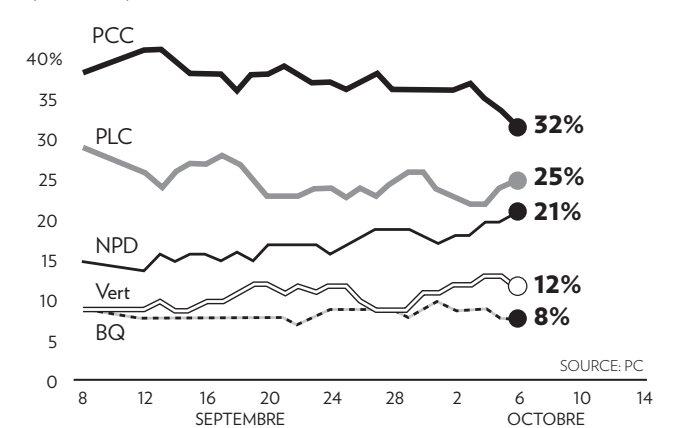


ÉCHOS DE LA CAMPAGNE

7 JOURS AVANT LE SCRUTIN

LE CHIFFRE DU JOUR

32 %
 C'est le pourcentage d'électeurs qui choisiraient un gouvernement conservateur, selon un sondage Presse Canadienne Harris/Décima. C'est le pire score depuis le début de la campagne pour le parti de Stephen Harper. Le Parti libéral est à 25 % et le NPD à 21 %.



ON (PENSE AVOIR) REMARQUÉ...

que Youppi a un petit penchant bloquiste. Impossible de le savoir avec certitude, puisque la mascotte du Canadien est muette, mais elle a chaleureusement salué Gilles Duceppe, dimanche matin, lors d'une marche organisée pour financer la lutte contre le cancer du sein.

MOT POUR MOT

« Je voyais l'allure de la campagne. Ça ne semblait pas s'orienter vers une réponse, mais d'autres partis politiques ont choisi de donner une réponse. Généralement, je m'attends à ce que les gens répondent. »

— Le premier ministre du Québec, Jean Charest, commentant le refus de Stephen Harper de répondre à sa lettre dans laquelle il dressait la liste des revendications du Québec.



JOURNAL DE BORD

Les quatre chefs se sont ligüés contre Stephen Harper, hier, sur la question de la crise financière et de l'imminence d'une récession. Malgré tout, le chef conservateur continue de soutenir que le Canada s'en sortira, puisque les choses y vont mieux qu'ailleurs. « Un premier ministre responsable ne peut pas prédire une récession », a fait valoir M. Harper, reconnaissant cependant l'intensité de la crise.

OÙ SONT-ILS AUJOURD'HUI?

Stephen Harper	Toronto, Hamilton
Stéphane Dion	Vancouver, North Bay
Jack Layton	Vancouver, Courtenay (C.-B.)
Gilles Duceppe	Trois-Rivières, Louiseville
Elizabeth May	Central Nova (N.-É.)

Des courbes urbaines. Un virage vert.

MATRIX 2009

À partir de 189\$ par mois. Location 48 mois. Transport et préparation inclus. Comptant de 2 708 \$. 0\$ de dépôt de sécurité*

PDSF à partir de 15 975\$*

RABAIS DE 500\$*

Ville : 7,8 L/100 km†
Route : 6,2 L/100 km†
Véhicule à émissions ultra faibles

YARIS HATCHBACK CE 2009

À partir de 149\$ par mois. Location 60 mois. Transport et préparation inclus. Comptant de 2 926 \$. 0\$ de dépôt de sécurité*

PDSF à partir de 13 210\$*

Ville : 7,0 L/100 km†
Route : 5,5 L/100 km†
Véhicule à émissions ultra faibles

COROLLA CE 2009

À partir de 169\$ par mois. Location 48 mois. Transport et préparation inclus. Comptant de 4 036 \$. 0\$ de dépôt de sécurité*

PDSF à partir de 14 835\$*

Ville : 7,5 L/100 km†
Route : 5,6 L/100 km†
Véhicule à émissions ultra faibles



Les économies^{MC}. Pensez plus. Dépensez moins.

VOTRE NOUVELLE TOYOTA PART TOUJOURS AVEC LE PLEIN D'ESSENCE, L'ASSISTANCE ROUTIÈRE ET DES TAPIS PROTECTEURS.

en stock. Franchise annuelle de 24 000 km. Frais de 7 ¢ du kilomètre excédentaire. Immatriculation, assurances et taxes en sus. Le montant total exigé avant le début de la période de location est de 4 763,33 \$ (taxes incluses) pour la Corolla CE 2009 (BU42EM AA), de 3 286,92 \$ (taxes incluses) pour la Matrix 2009 (KU40EM AA) et de 3 487,84 \$ (taxes incluses) pour la Yaris Hatchback CE 2009 (JT923M AA). Le concessionnaire peut louer à prix moindre. * PDSF pour les modèles Corolla CE 2009 (BU42EM AA), Matrix 2009 (KU40EM AA) et Yaris Hatchback CE 2009 (JT923M AA) de base neufs en stock. Les frais de transport et de préparation (1 220 \$ pour la Yaris, 1 270 \$ chacun pour la Corolla et la Matrix), l'immatriculation, l'assurance et les taxes sont en sus. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. † Un montant de 500 \$ pour les modèles Matrix 2009 sera déduit du prix du véhicule avant taxes et applicable à la location ou à l'achat de ces modèles neufs en stock. ** Le rabais aux diplômés (jusqu'à 1 000 \$ de remise) peut différer selon le modèle. ‡ Cotes de consommation (ville/route) basées sur l'année-modèle 2009 pour une transmission manuelle et moteur de 1,5 litre (Yaris Hatchback CE - JT923M AA), et pour une transmission manuelle et moteur de 1,8 litre (Matrix - KU40EM AA et Corolla CE - BU42EM AA). ^{MC} Marque de commerce de l'Association des concessionnaires Toyota du Québec utilisée sous licence. ▼ Basé sur les données les plus récentes de CMCE calculées par Transports Canada pour les parcs de voitures de tourisme neuves. Les offres s'adressent aux particuliers et se terminent le 31 octobre 2008. Détails chez votre concessionnaire Toyota participant de la grande région de Montréal.



ecolonomies.ca

Seul Harper ne répondra pas à Charest

Le premier ministre du Québec a envoyé une liste de revendications à quatre chefs fédéraux

HUGO DE GRANDPRÉ,
MARTIN CROTEAU
ET GILLES TOUPIN

VICTORIA — Contrairement à Stephen Harper, qui a eu un nouvel accrochage public avec le premier ministre Jean Charest, hier, Stéphane Dion et Jack Layton entendent répondre d’ici la fin de la semaine à la lettre envoyée à tous les partis d’Ottawa par le premier ministre du Québec.

Avec le Parti vert, à qui M. Charest n’a pas envoyé de lettre, le Parti conservateur sera donc la seule formation politique à ne pas faire connaître ses positions au

« C’est notre intention pendant cette campagne électorale de communiquer avec la population plutôt que d’entretenir une correspondance avec les premiers ministres », a dit Stephen Harper.

chef du gouvernement québécois. M. Charest a envoyé une liste de 14 revendications chères à la province à tous les chefs fédéraux la veille des débats, en leur demandant de répondre avant le jour du scrutin, le 14 octobre.

L’entourage de Stéphane Dion a fait savoir hier qu’il était «très impliqué» dans la rédaction d’une réponse qui sera «certainement» satisfaisante tant pour les libéraux provinciaux que pour les libéraux fédéraux.

Certaines des demandes du Québec ne devraient pas poser

de problème pour le chef du PLC, dont le respect du protocole de Kyoto, le maintien du registre canadien des armes à feu et l’accent mis sur la réhabilitation des jeunes contrevenants plutôt que la répression.

D’autres, cependant, pourraient provoquer des divergences d’opinions, comme l’encadrement du pouvoir fédéral de dépenser, l’entente administrative pour donner au Québec le pouvoir de diriger lui-même les fonds fédéraux en matière de culture et de communications, et la demande que la reconnaissance de la nation québécoise par la Chambre des communes trouve, «le temps venu [...], son expression dans la Constitution canadienne».

Affrontement Harper-Charest

En point de presse à Ottawa, hier matin, Stephen Harper a fait savoir qu’il ne prendrait pas le temps de répondre à M. Charest avant la fin de la campagne. «C’est notre intention pendant cette campagne électorale de communiquer avec la population plutôt que d’entretenir une correspondance avec les premiers ministres», a dit le chef conservateur.

Les deux premiers ministres s’affrontent sur la place publique depuis le début de la campagne électorale sur diverses questions touchant le Québec, dont le déséquilibre fiscal. La guerre de mots a d’ailleurs repris de plus belle, hier, lorsque Stephen Harper a fait savoir par la voix des médias que, réélu, il garderait le cap sur son plan de réformer le Sénat.

Le gouvernement Charest s’oppose vigoureusement aux modifications proposées, de peur qu’elles ne diminuent l’influence



PHOTO PC

Stéphane Dion faisait campagne hier à Sidney, en Colombie-Britannique. Le chef libéral croit que la réponse à laquelle son parti travaille sera satisfaisante tant pour les libéraux provinciaux que fédéraux.

de la province francophone dans les institutions parlementaires canadiennes. Les changements avancés jusqu’ici par le gouvernement Harper sont de limiter le mandat des sénateurs à huit ans et de tenir une consultation populaire avant de nommer les parlementaires à la Chambre haute.

Jean Charest a haussé le ton, de passage au Vermont en après-midi, en promettant de prendre tous les moyens à sa disposition

pour bloquer la réforme envisagée. Il s’est aussi dit déçu de la décision de M. Harper de ne pas répondre à sa lettre.

Duceppe répond

Le chef du Bloc québécois a quant à lui déjà répondu au premier ministre québécois. Dans une lettre envoyée au premier ministre Jean Charest, mercredi dernier, Gilles Duceppe dit appuyer «sans réserve» ses revendications.

«Le Bloc québécois rejoint, dans les positions qu’il a déjà exposées et défendues, la position du gouvernement du Québec dans chacun de ces dossiers», écrit le chef bloquiste.

Il fait en outre valoir que le déséquilibre fiscal n’est toujours pas réglé, malgré une augmentation des transferts fédéraux vers le Québec. Concernant l’élimination du pouvoir de dépenser, «tout reste à faire de la part du gouvernement fédéral».

PATRICE ROY
ET SON ÉQUIPE...
VOILÀ L'ESPRIT
DE MONTRÉAL.



TÉLÉVISION

18 H
LE TJ/MONTRÉAL

PATRICE ROY

22H
LE TÉLÉJOURNAL

BERNARD DEROME

4 SOIRS

4 CHEFS



CE SOIR
BERNARD REÇOIT
STEPHEN HARPER

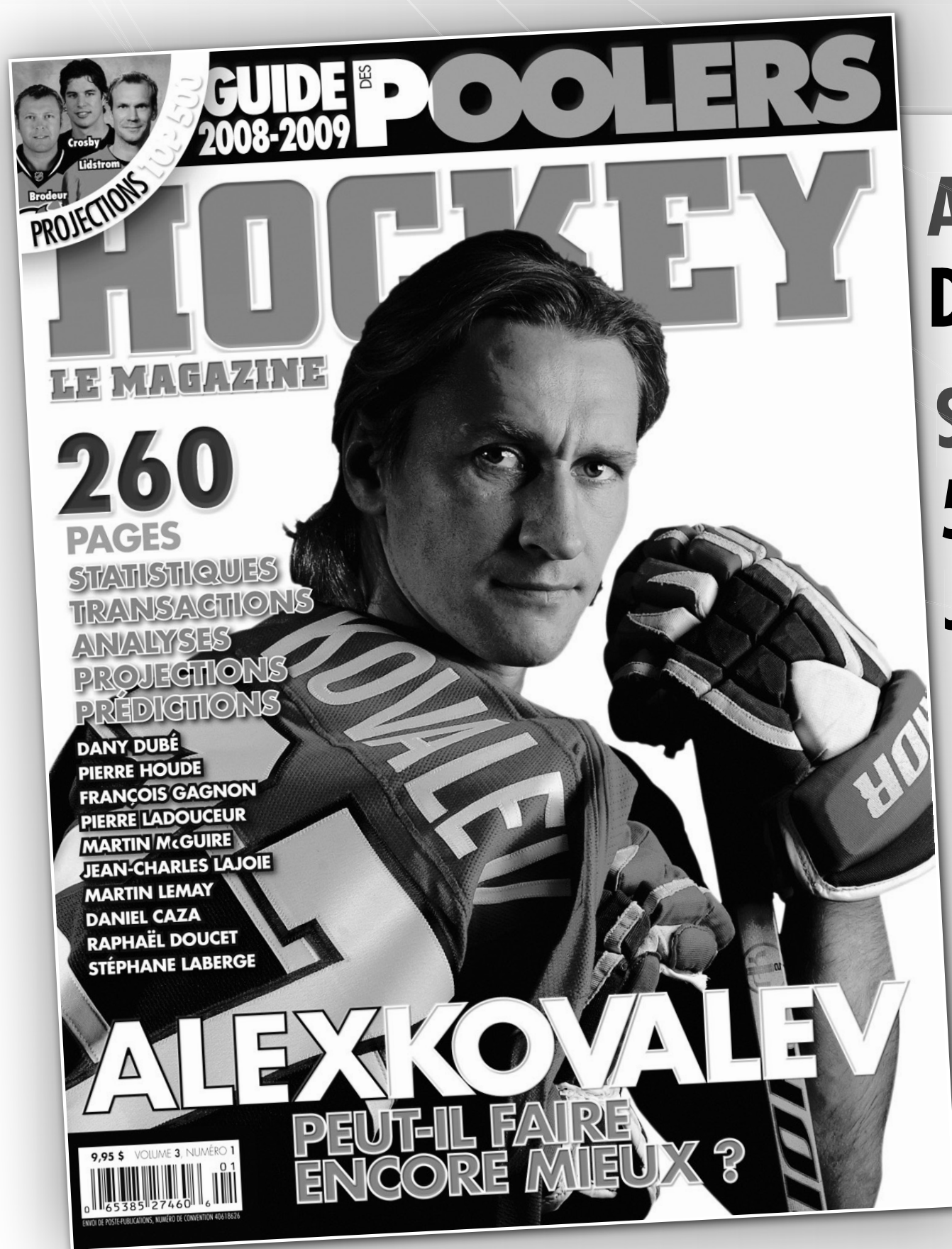
CHEF DU PARTI CONSERVATEUR DU CANADA

PREMIÈRE DIFFUSION
DE L'ENTREVUE
À 21H SUR RDI



IL EST DE RETOUR!

PROCUREZ-VOUS LE GUIDE DES POOLERS LE PLUS COMPLET ET LE PLUS VENDU AU CANADA!



Analyses de
DANY DUBÉ

Statistiques des
**500 MEILLEURS
JOUEURS**

Projections de
RENDEMENTS

Prédictions de
10 EXPERTS

Abonnement • 1 866 841-5088 • Monhockey.com

HOCKEY - LA RÉFÉRENCE

LE MAGAZINE

LES ÉDITIONS
GESCA

À TOUS LES ABONNÉS
Obtenez **10 %** de rabais
cyberpresse.ca/privileges
CLUB PRIVILÈGES

Pour en profiter cyberpresse.ca/privileges

POLITIQUE

AFFAIRE OMAR KHADR

Sacha Trudeau blâme les libéraux

CATHERINE HANDFIELD

Alexandre (Sacha) Trudeau a critiqué les libéraux pour leur implication dans l’emprisonnement d’Omar Khadr, hier, à l’occasion d’une manifestation pour le rapatriement du jeune citoyen canadien de la prison de Guantánamo.

« J’ai beaucoup de reproches à leur faire, a dit Sacha Trudeau,

« Je ne suis pas partisan, moi. Et c’est les libéraux qui ont commencé. »

ils de l’ancien premier ministre libéral Pierre Elliott Trudeau et frère du candidat libéral Justin Trudeau. Pour l’affaire d’Omar Khadr, mais aussi pour les certificats de sécurité. Certains ont avoué qu’ils se sentaient coupables, mais c’est très facile à dire après coup. »

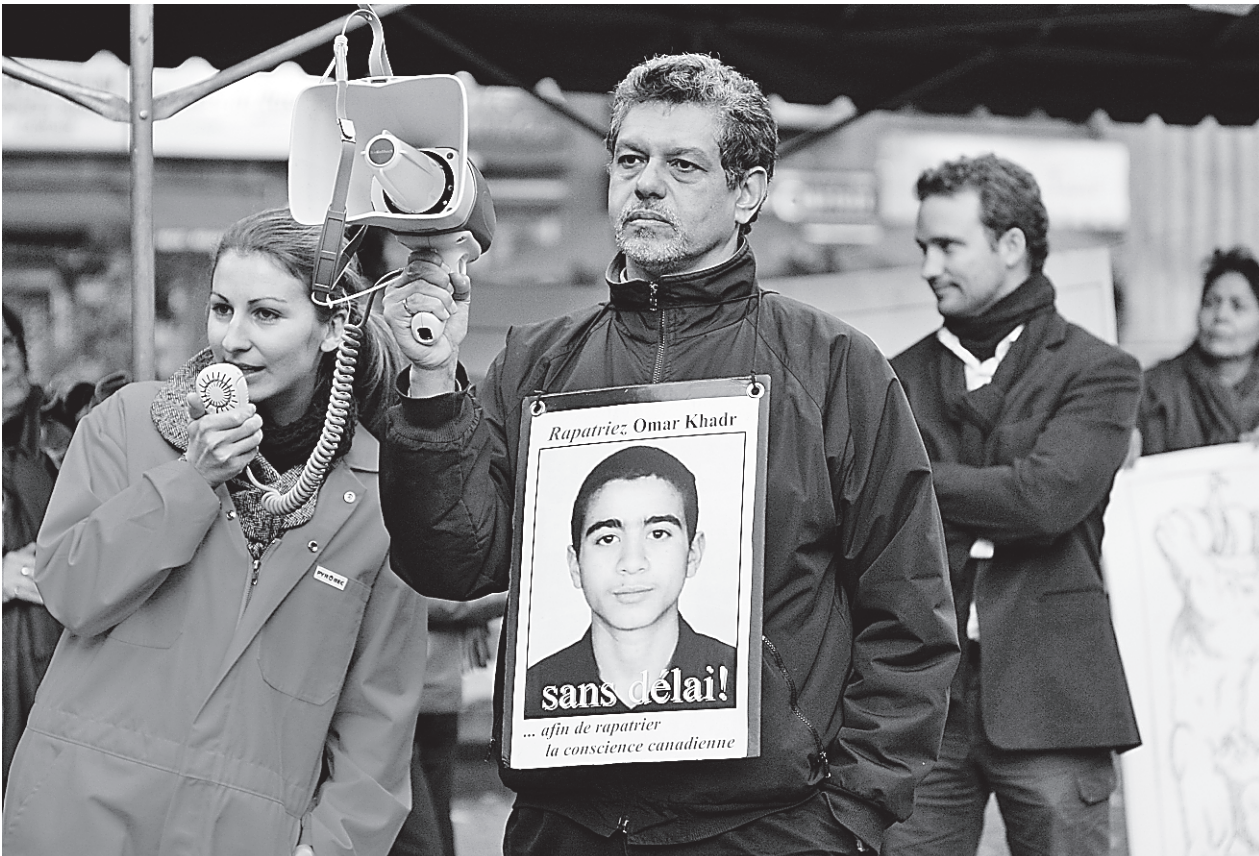
Sacha Trudeau critique principalement les premiers ministres et les ministres des Affaires étrangères qui se sont succédé depuis 2002, année où Omar Khadr a été envoyé à

Guantánamo. Le gouvernement libéral de Jean Chrétien était alors au pouvoir. « Je ne suis pas partisan, moi, a souligné Alexandre Trudeau, qui participait à la manifestation à titre personnel. Et c’est les libéraux qui ont commencé. »

Une quarantaine de personnes se sont réunies au square Phillips, à Montréal, pour exiger le rapatriement immédiat d’Omar Khadr. L’événement était organisé par une coalition de neuf organismes, dont Amnistie internationale, et s’inscrivait dans le cadre de la semaine d’action pancanadienne pour exiger d’Ottawa qu’il ramène Omar Khadr au pays.

« C’est le seul prisonnier d’un pays occidental à être toujours emprisonné à Guantánamo », a dénoncé Marc Garneau, candidat libéral dans Westmount-Ville-Marie.

« Un adolescent de mon âge ne devrait pas être torturé, il devrait jouer au soccer », a dit Mohamed Kelle, 16 ans, qui distribuait des tracts avec sa sœur Line. Omar Khadr n’avait que 15 ans quand il fut capturé par l’armée américaine en Afghanistan, puis transféré à Guantánamo.



Une quarantaine de manifestants se sont réunis hier pour exiger le rapatriement d’Omar Khadr, toujours emprisonné à Guantánamo. On aperçoit Sacha Trudeau à l’arrière, à droite.

PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE CANADIENNE

POUR FAIRE DES PLACEMENTS, VOUS ÊTES À LA BONNE PLACE.
LE NOM LE DIT:

ÉPARGNE
PLACEMENTS
QUÉBEC



CONTINUEZ LA BELLE VIE

Découvrez nos produits d’épargne et de retraite:

- Obligations à taux progressif • Obligations à taux fixe • Obligations à escompte
- Obligations Sécuri+ • Obligations boursières • Obligations d’épargne
- Épargne Flexi-Plus • Plan Épargne Périodique par prélèvements

**BONI
DE
1%** la première année
pour les nouveaux
fonds REER

- + Capital garanti à 100 % par le gouvernement du Québec.
- + Aucuns frais de gestion et d’administration.

ÉPARGNE
PLACEMENTS
QUÉBEC

VOS
ÉCONOMIES
GARANTIES
À 100 %

1 800 463-5229 | www.epq.gouv.qc.ca

Épargne
Placements
Québec



Rae dénonce Layton

LA PRESSE CANADIENNE

Le député libéral Bob Rae affirme que des propos sur l’Afghanistan du chef néodémocrate, Jack Layton, pourraient mettre en péril les alliances militaires du Canada.

Un commandant chevronné de l’armée britannique a récemment dit craindre que la guerre en Afghanistan ne puisse être gagnée, une déclaration utilisée par le chef du NPD qui favorise un retrait de ce pays des troupes canadiennes.

M. Rae, ancien premier ministre néodémocrate de l’Ontario, reproche à Jack Layton d’avoir négligé de rapporter d’autres propos de ce militaire britannique. Ce dernier a aussi déclaré que les troupes de l’OTAN devraient demeurer en Afghanistan afin de faciliter les efforts de diplomatie.

En fait, Bob Rae a compris dans le message de ce dirigeant militaire une opinion diamétralement opposée à la position de Jack Layton sur le retrait des soldats du Canada.

D’autre part, Bob Rae dénonce les publicités néodémocrates qui fustigent son chef, Stéphane Dion, précisant qu’elles sont pathétiques et qu’elles ne serviront qu’à diviser le vote en faveur des troupes du chef conservateur, Stephen Harper.

Les scrutateurs ramènent chez eux les urnes du vote par anticipation

Les urnes contenant les votes par anticipation déposés par les électeurs de Québec vendredi et samedi n’ont pas été gardées dans un local sous surveillance après la fermeture des bureaux de vote, mais ont plutôt été ramenées à la maison par les scrutateurs, selon ce qu’a appris TVA. Les votes déposés hier, dernier jour du vote par anticipation, seront également gardés chez les scrutateurs, et ce, jusqu’au jour des élections, le 14 octobre. Les urnes sont scellées et portent la signature des scrutateurs et des greffiers, en plus d’un numéro de sceau. Un individu ne pourrait donc pas ajouter des votes dans l’urne sans briser le sceau. C’est au directeur de scrutin de décider d’entreposer les urnes là où il juge qu’elles seront le plus en sécurité, a indiqué Élections Canada à TVA, sans toutefois pouvoir préciser si la situation est la même partout au Canada.

- La Presse Canadienne

Retour du redoublement dans les écoles primaires

MARIE ALLARD

Le redoublement est de retour dans les écoles primaires de Montréal, après avoir été officiellement interdit par la réforme. En juin dernier, 72 % des propositions de redoublement faites par les enseignants ont été acceptées, selon une enquête menée dans une trentaine d'écoles primaires par l'Alliance des professeurs de Montréal.

« On est très surpris et très heureux d'apprendre qu'effectivement, les directions d'école n'ont pas fait obstacle aux recommandations de redoublement », a dit hier à *La Presse* Yves Parenteau, porte-parole de l'Alliance. Seules 6 % des 130 recommandations de redoublement ont été refusées par les directions. Il s'agissait surtout d'élèves de maternelle. Les autres objections sont venues de parents d'élèves concernés.

Depuis l'introduction de la réforme en 2000, le redoublement n'était toléré qu'une seule fois pendant tout le cours primaire, souvent à la fin de la 6^e année. Résultat: seuls 2 % des élèves québécois de 1^{re} année étaient en retard (souvent à la suite d'un redoublement) en 2005-2006, comparativement à 9 % en 1993-1994, selon

les données du ministère de l'Éducation. Pour l'ensemble du primaire, ce taux a fondu de moitié, passant de 16,2 % à 8,4 % en 12 ans.

La ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, s'est engagée en 2007 à réintroduire le redoublement à la fin de chaque année scolaire. C'est devenu réalité dans les écoles montréalaises, selon M. Parenteau. « Il y a eu des redoublements acceptés en 1^{re}, 2^e, 3^e, 4^e et 5^e année, a-t-il indiqué. C'est un changement de cap assez important. »

La Commission scolaire de Montréal n'a pas voulu commenter cette enquête sur le redoublement. « Nous appliquons les nouvelles dispositions, a assuré Alain Perron, porte-parole de la CSDM. Mais c'est un exercice de l'Alliance, alors nous ne nous prononceons pas là-dessus. »

CYBERPRESSE.CA

VOTRE OPINION

Le retour du redoublement dans les écoles primaires est-il une bonne chose? Répondez à cyberpresse.ca/redoublement

Manifestations de profs de cégep



PHOTO IVANOH DEMERS, LA PRESSE

Des professeurs de cégep de toute la province ont manifesté hier matin pour réclamer leur part des transferts fédéraux. Même si 70 millions de dollars de plus ont été injectés dans le réseau collégial, « il n'y a rien pour les salles de classe », a dénoncé Guy Desmarais, vice-président de la Fédération autonome du collégial. Les profs de cégep ont jusqu'à 42 élèves par classe et 160 élèves par semestre, ce qui est trop, selon M. Desmarais. Une lettre signée par 9000 enseignants de cégep a été envoyée à la ministre de l'Éducation pour lui demander de corriger la situation. Sur la photo, des manifestants tôt hier matin, devant le cégep du Vieux Montréal.

– Marie Allard

PROFS SANS PERMIS

Ce n'est « pas ce que l'on souhaite », dit la ministre

MARIE ALLARD ET ARIANE LACOURSIÈRE

La ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, a reconnu hier que la hausse du nombre de professeurs sans permis n'est « pas ce que l'on souhaite ». Mais elle a tenu à rassurer les parents: « Ce n'est pas parce que ces personnes n'ont pas de permis qu'elles ne sont pas aptes à enseigner », a-t-elle dit.

Comme l'a révélé *La Presse* hier, il y avait 2345 professeurs sans permis dans les écoles du Québec l'an dernier, une hausse de plus de 1000 % en cinq ans. « On n'accepte pas n'importe qui, a fait valoir M^{me} Courchesne. Les commissions scolaires analysent soigneusement chaque dossier. »

Il est vrai que 70 % des professeurs qui ont eu des tolérances d'engagement en 2007-2008 détiennent un baccalauréat ou une maîtrise. Mais 210 profs sans permis n'avaient qu'un diplôme du collégial et 57 qu'un diplôme du secondaire.

Ces gens n'ont pas de formation en pédagogie, essentielle selon Spencer Boudreau, vice-doyen à la faculté d'éducation de l'Université McGill. « Ce n'est pas vrai que si on connaît une matière, on peut l'enseigner, a-t-il fait valoir. Ça prend les deux. J'ai vu des gens avec un doctorat en mathématiques ne pas être capables d'enseigner cette matière au secondaire. »

Manque d'attrait

La pénurie de profs qualifiés, « alors qu'il y a diminution du nombre d'élèves », trouble également Manon Bernard, présidente de la Fédération des syndicats de l'enseignement. « Depuis l'instauration du baccalauréat de quatre ans en enseignement, le contingentement n'a jamais été atteint, a-t-elle indiqué. Pour quoi les jeunes ne choisissent-ils pas cette profession? C'est une question qu'on pose. »

« Pendant leurs cinq premières années d'enseignement, le quart des jeunes profs partent », a ajouté Pierre St-Germain, président de la Fédération autonome de l'enseignement. Il a aussi dénoncé le « très haut taux de précarité » observé chez les jeunes profs. « On dirait qu'on ne veut pas embaucher à long terme, a-t-il dit. La précarité, ça fait peut-être des gens plus dociles, mais ça ne rend pas service à long terme. »

Un exemple: des profs sont en train d'être formés pour enseigner le nouveau cours Éthique et culture religieuse, à McGill. Or, même s'il y avait 241 profs sans permis dans ce domaine l'an dernier, rien ne garantit que les futurs diplômés seront embauchés.

ENFIN DE RETOUR!

LA GRANDE LIQUIDATION

LE PLUS PETIT PRIX DE L'ANNÉE² — PLUS —

ÉPARGNEZ 20¢¹ PAR LITRE POUR 2 500 LITRES

MONTANA SV6 2008

FAITES 8 9 1 km AVEC UN SEUL PLEIN (route) ROUTE: 8,5 L/100 km VILLE: 13,1 L/100 km³

★★★★★ Sécurité 5 étoiles⁴

ACHETEZ À 23 899\$ - 7 200\$ = 16 699\$

Prix initial Ajustement de prix⁵ Prix de vente au comptant⁶

Préparation INCLUSE

358460A

GM Canada

LA MEILLEURE PROTECTION AU PAYS 5 ANS 160 000 KM^{*}

GARANTIE LIMITÉE SUR LES COMPOSANTS DU GROUPE MOTOPROPULSEUR • ASSISTANCE ROUTIÈRE • TRANSPORT DE COURTOISIE

* SELON LA PREMIÈRE ÉVENTUALITÉ. DOMAINS POSSIBLES EXCLUS. DÉTAILS SUR LA GARANTIE LIMITÉE CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE.

OnStar®

GÉNIEVERT[®]

GM offre plus de véhicules écoénergétiques que tout autre constructeur automobile

autos-o-ciel[®]

GAGNEZ VOTRE CIEL! DONNEZ VOTRE VIEILLE VOITURE. Obtenez un crédit de 750\$

applicable à l'achat ou à la location d'un véhicule GM ne admissible lorsque vous échangez votre vieux véhicule se rapportant au ciel. Visitez autos-o-ciel.ca ou votre concessionnaire GM pour connaître tous les détails.

OFFRESPONTIAC.CA

PONTIAC BUICK GMC

GM

L'Association des concessionnaires Pontiac•Buick•GMC du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offre d'une durée limitée, réservée aux particuliers, s'appliquant au modèle neuf 2008 suivant: Montana SV6 (2U11416/R7F). Le modèle illustré comprend certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. 1. À l'achat des modèles Montana SV6 2008 neufs ou de démonstration en stock chez un concessionnaire participant, livrés entre le 19 juin 2008 et le 30 septembre 2008, et moyennant le versement d'une somme additionnelle de 0,01\$, le consommateur reçoit une carte d'essence à prix préférentiel permettant d'économiser 20¢ le litre pour 2 500 L d'essence chez les détaillants Petro-Canada[™]. La réduction de 20¢ par litre inclut les taxes applicables. Les cartes sont valides à compter de 72 heures suivant la livraison, uniquement chez les détaillants Petro-Canada et ne sont pas monnayables. GM se réserve le droit de modifier ou de mettre fin à cette offre et/ou au programme en tout ou en partie pour toute raison et en tout temps, sans préavis. [™]Marque de commerce de Petro-Canada. Utilisée sous licence. 2. Visitez votre concessionnaire pour les détails. 3. Calcul basé sur les cotes indiquées dans le Guide de consommation de carburant 2008 de Ressources naturelles Canada sur le taux de consommation sur route, une réserve de carburant de 10 % et une capacité de réservoir de 75,7 L sur la Montana SV6 avec moteur 3,9 L et boîte automatique 4 vitesses. Les économies de carburant réelles peuvent varier selon les conditions routières, la météo et les habitudes de conduite. 4. Sécurité 5 étoiles pour le conducteur et le passager avant lors de tests d'impacts frontaux pour la Montana SV6 2008 (tests conduits sur une Chevrolet Uplander 2008). Essais effectués par la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA). 5. L'ajustement de prix est offert sur les modèles Montana SV6 à empattement régulier. Offert seulement aux clients qui paient comptant. Communiquez avec votre concessionnaire pour en savoir davantage. 6. À l'achat, préparation incluse. Transport (Montana SV6: 1 300\$), frais d'immatriculation, assurance, droits sur les pneus et toutes taxes en sus. Offert seulement aux clients qui paient comptant; ceux qui optent pour la location ou le financement à l'achat ne peuvent en bénéficier, et le taux effectif de financement sera alors plus élevé et les frais liés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers sont également en sus et payables à la livraison. Communiquez avec votre concessionnaire pour en savoir davantage. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat, à l'exception des programmes de La Carte GM et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut vendre à un prix moindre. Un échange entre concessionnaires peut être requis. Pour de plus amples renseignements, passez chez votre concessionnaire, composez le 1 800 463-7483 ou visitez gm.ca.

ÉLECTIONS

À une semaine du scrutin, consultez notre section complète sur la campagne électorale sur **cyberpresse.ca/elections**



Justin Trudeau trône en manchette du *Métropole*, un mensuel de Montréal. Comme le dit l'adage, un montage photo vaut mille mots.
Lisez la suite sur cyberpresse.ca/journet

La porte-parole du Conseil des Canadiens, Meera Karunanathan, se dit déçue de constater que malgré de sévères constats et des inquiétudes sur la quantité d'eau douce disponible, aucune recommandation n'a été faite.



*Citoyennes
du monde*

Pas étonnant que les filles du Saint-Nom-de-Marie regardent l'avenir avec confiance ! Elles auront les compétences de leur audace et la force intérieure pour relever le défi de leur choix.

Samedi 18 et dimanche 19 octobre, de 9h à 12h



Pensionnat
SAINT-NOM-DE-MARIE

628, chemin de la Côte-Sainte-Catherine, Outremont (Québec) H2V 2C5
Téléphone : 514.735.5261 • Télécopieur : 514.735.5266 • www.psnm.qc.ca

Cours secondaire complet pour jeunes filles. Externat et pensionnat. Profils: *Éducation internationale* et *Vie et monde*. Partenaire académique de l'École supérieure de ballet contemporain. Partenaire de l'École de musique Vincent-d'Indy.

Édouard-
Montpetit

BMW Laval

bmw.ca



**Le plaisir
de conduire.**

©2008 BMW Canada inc. « BMW », le logo BMW, tous les noms de modèles BMW et toute autre famille de marques, d'images et de symboles relatifs à BMW sont la propriété exclusive et/ou des marques déposées de BMW AG utilisées sous licence.

3590163A

3582877A

Serge Trump

Vous serez plus riche.



POLITIQUE

Charest blâmé par Dumont pour ses attaques répétées contre Harper

Une sortie « pathétique », dit Charest

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Il est « pathétique » de voir Mario Dumont blâmer le premier ministre du Québec parce qu’il défend les intérêts des siens dans le cadre de la campagne électorale fédérale, a soutenu hier Jean Charest.

M. Charest a répliqué sans ménagement aux critiques du chef adéquiste, qui s’inquiétait de voir le poids du Québec réduit dans le prochain gouvernement Harper à cause des attaques répétées du gouvernement Charest à l’endroit des conservateurs.

« Ce qui est pathétique, c’est un premier ministre du Québec qui joue au nationaliste et risque de causer un effet boomerang en remplaçant, au Conseil des ministres, des Québécois qui n’y seront pas par des Ontariens ou des gens de l’Ouest », a répliqué hier Mario Dumont.

« C’est pathétique de la part de M. Dumont. Son option, ce serait de ne rien dire. Les Québécois vont tirer leurs conclusions. M. Dumont voudrait que tout le monde fasse comme lui et que le Québec se taise », a soutenu hier Jean Charest, en marge d’une conférence sur les Grands Lacs.

En campagne électorale, le chef conservateur n’a pas donné d’espoir au gouvernement Charest. Il n’y aura pas de réponse à la liste de revendications rendue publique la semaine dernière. « C’est notre intention durant la campagne de communiquer avec la population au lieu d’avoir des correspondances avec les premiers ministres provinciaux », a dit sans détour M. Harper, en campagne à Ottawa.

M. Harper a promis de revenir à la charge sur la réforme du Sénat, un projet auquel s’oppose farouchement le gouvernement Charest. Ces changements sont

« dans la compétence du gouvernement fédéral », a souligné M. Harper.

Dans sa liste de demandes, la semaine dernière, M. Charest a précisé qu’il ne saurait y avoir de réforme qui réduise le poids du Québec à la Chambre haute. Si Ottawa va de l’avant avec son projet où toutes les provinces sont « égales » au Sénat, « le Québec va prendre tous les moyens à sa disposition pour la bloquer », a soutenu M. Charest, de passage hier au Vermont.

Pour Benoît Pelletier, la liste des revendications du Québec visait surtout à clarifier la position du Québec sur une série de sujets importants. Avec ces demandes, « notre but n’est pas d’embarrasser qui que ce soit, mais d’informer le prochain gouvernement à Ottawa de la position du Québec. Il n’y aura aucune ambiguïté », a ajouté le ministre québécois des Affaires intergouvernementales.

Le poids du Québec

En choisissant d’attaquer les conservateurs, a dit Mario Dumont, le premier ministre Charest risque de réduire le poids du Québec au sein du prochain gouvernement. « Ce qui est « pathétique », c’est un premier ministre du Québec qui joue au nationaliste et risque de causer un effet boomerang en remplaçant, au Conseil des ministres, des Québécois qui n’y seront pas par des Ontariens ou des gens de l’Ouest, ce qui affaiblit le Québec », a soutenu hier M. Dumont en point de presse.

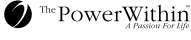
Au surplus, avec ses sorties publiques, Jean Charest adopte une attitude « hypocrite, parce que, sur ces enjeux-là, lui-même a déjà dit et écrit exactement le contraire des points qu’il plaide aujourd’hui. On ne peut pas croire à sa sincérité », a lancé M. Dumont.

Dans la plateforme qu’il avait mise de l’avant comme chef du Parti conservateur, il y a une douzaine d’années, Jean Charest proposait de sabrer 500 millions dans les budgets de la culture, bien plus que les 40 millions décrétés par le gouvernement Harper, a relevé Mario Dumont.



« M. Dumont voudrait que tout le monde fasse comme lui et que le Québec se taise », a soutenu hier Jean Charest, en marge d’une conférence sur les Grands Lacs.

**Groupe Financier Banque TD**

**The PowerWithin**
A Passion For Life

présente

**EN PERSONNE AU PALAIS
DES CONGRÈS DE MONTRÉAL!
LE 25 NOVEMBRE 2008
PRÉSIDENT
WILLIAM
CLINTON**

**En direct et en personne ! Des auteurs
à succès à l'échelle internationale
qui vous procureront un avantage
concurrentiel sur le plan personnel
et professionnel.**

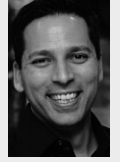
**MARTIN SHEEN**
Philanthrope et comédien

**GARRY KASPAROV**
Innovation et succès

**DR. COELLO NOVELLO**
Ouvrir la voie dans le secteur de la santé

**PHIL TOWN**
Investir avec succès

**LORETTA LAROCQUE**
Life Is Short - Wear Your Party Pants!

**RICHARD DOLAN**
Concevoir la richesse

Ralph Abiswang/Clinton Foundation

APPELEZ DÈS AUJOURD'HUI !

www.powerwithin.com

1.866.994.2555

Vente ferme. Conférenciers et dates sujets à révision.

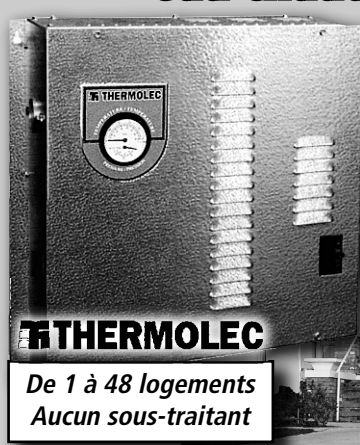
Subventionné Par:

Partenaires Média:

**NE VIDEZ PLUS VOS POCHES
À GRANDE POMPE!**

**Économisez
jusqu'à 60%
sur votre
chauffage**

**CHAUDIÈRE HYBRIDE
eau chaude**

**THERMOLEC**
De 1 à 48 logements
Aucun sous-traitant

**Chauffez
votre
résidence,
duplex ou
commerce.
Équivalent à
0,25\$/litre**

**Spécial
biénergie**

**Subventions
tarifaires
DISPONIBLES**

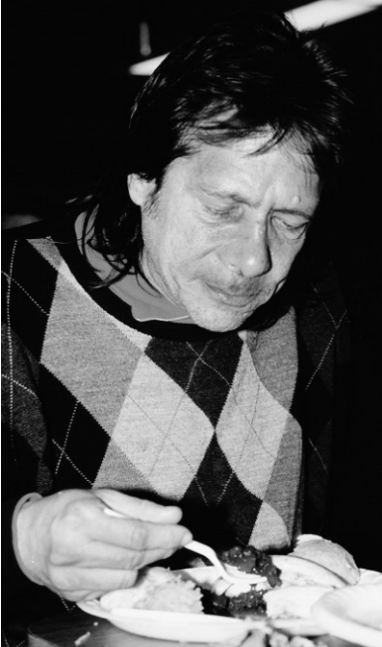


**GARY CHARTRAND INC**
317, boul. Taschereau, La Prairie
1-888-442-9990

R.B.Q. 8248-57-53 • Écologique • Fabriquée à Montréal

VEUILLEZ DÉCOUPER ET EXPÉDIER AVEC VOTRE DON DÈS AUJOURD'HUI

Offrez un repas complet d'Action de grâce! 2,48\$



Pour des milliers de montréalais défavorisés ou en situation d'itinérance, les moments de festivités comme l'Action de grâce ne font qu'amplifier leur sentiment de manque, de solitude et d'insuffisance.

Associez-vous aux efforts de Mission Bon Accueil afin de redonner dignité et espoir aux sans-abri de Montréal.

Pour aussi peu que 2,48\$, vous pouvez procurer un repas à une personne qui souffre de la faim. Pour seulement 24,80\$, c'est à 10 personnes que vous offrez un repas d'Action de grâce!

Merci de soutenir les plus démunis... parce que « donner, ça fait du bien ».

☐ 24,80\$ pour 10 personnes	☐ 62\$ pour 25 personnes
☐ 124\$ pour 50 personnes	☐ 248\$ pour 100 personnes
☐ _____\$ pour aider autant de personnes possible	

Donnez en ligne au www.missionbonaccueil.com ou composez le (514) 523-5288

Débitez ma carte de crédit ☐ Visa ☐ MasterCard ☐ American Express

N° DE LA CARTE	DATE D'EXPIRATION
SIGNATURE	
NOM EN LETTRES MOULÉES	
COURRIEL	
TÉLÉPHONE	
ADRESSE	
VILLE	PROVINCE
CODE POSTAL	

**Libellez et envoyez votre chèque à :**
Mission Bon Accueil
606, rue de Courcelle, Dépt. 404303
Montréal, QC, H4C 3L5

Les montants mentionnés sont des coûts moyens et comprennent les frais de préparation et de service des repas. Un reçu d'impôt sera émis pour tout don de 10\$ et plus. Mission Bon Accueil est un organisme de bienfaisance : NE 10819 5215 RR0001

NOTRE 117^e ANNÉE AU SERVICE DES DÉMUNIS



NOS CHAMPIONS 2009
Vroom-Vroom

VOITURE DE L'ANNÉE
L'auto 2009

MEILLEURE NOUVELLE VOITURE DE L'ANNÉE
Le Guide de l'auto^{MC} 2009

★★★★★
COTE DE SÉCURITÉ 5 ÉTOILES
MEILLEURE COTE POUR LES 5 ESSAIS*



Modèle GT-V6 avec Groupe de luxe illustré

Mazda 6 GS 4 cyl. 2009

ACHAT À PARTIR DE **22 495\$[†]**

LOCATION À PARTIR DE **319\$^{*}**

PAR MOIS, POUR 48 MOIS
TRANSPORT ET PRÉPARATION EN SUS
COMPTANT INITIAL DE 995\$
0\$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ



Ville: 9,7 L/100 km
Route: 6,7 L/100 km

LA VALEUR AJOUTÉE MAZDA

VALEUR. ÉMOTION. INGÉNIERIE. Nous avons révisé les prix des modèles Mazda 2009 pour qu'ils affichent nos meilleurs PDSF de la décennie! Ce qui veut dire que vous pouvez vous procurer la Mazda dont vous avez toujours rêvé. La Mazda qui vous offrira une performance et une tenue de route à couper le souffle. Et qui vous fera profiter d'une sécurité de pointe pour votre tranquillité d'esprit. La valeur ajoutée Mazda. **Vroom-Vroom. Pour toujours.** mazda.ca.

MEILLEUR ACHAT
Le Guide de l'auto^{MC} 2009



Modèle GT illustré

Mazda 3 GX 2009



Ville: 8,4 L/100 km
Route: 6,1 L/100 km

ACHAT À PARTIR DE **14 895\$[†]**

LOCATION À PARTIR DE **189\$^{*}**

PAR MOIS, POUR 48 MOIS
TRANSPORT ET PRÉPARATION EN SUS
COMPTANT INITIAL DE 995\$
0\$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ

BRILLANTE ALTERNATIVE
COTE VERTE - CONSOMMATION D'ESSENCE
L'Annuel de l'automobile 2009



Modèle GT illustré

Mazda 5 GS 2009



Ville: 9,6 L/100 km
Route: 7,0 L/100 km

ACHAT À PARTIR DE **19 995\$[†]**

LOCATION À PARTIR DE **239\$^{*}**

PAR MOIS, POUR 48 MOIS
TRANSPORT ET PRÉPARATION EN SUS
COMPTANT INITIAL DE 1995\$
0\$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ

VIVEZ L'ÉMOTION EN MOUVEMENT CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE MAZDA DU QUÉBEC.
POUR UN CONCESSIONNAIRE PRÈS DE CHEZ VOUS, VISITEZ LE WWW.MAZDA.CA OU TÉLÉPHONEZ AU 1-800-263-4680.

PRÊT À ROULER

INSPECTION EN 52 POINTS À LA LIVRAISON • PROGRAMME D'ASSISTANCE ROUTIÈRE • GARANTIE LEADERSHIP MAZDA: PROTECTION COMPLÈTE DE 3 ANS OU 80 000 KM ET DE 5 ANS OU 100 000 KM SUR LE GROUPE MOTOPROPULSEUR

*Offres réservées aux particuliers et portant sur les Mazda6 GS 4 cyl. (G4SY69AA00), les Mazda3 GX (D4XS59AA00) et les Mazda5 GS (E6SD59AA00) 2009 neufs. Frais de transport et préparation: Mazda3 et Mazda6: 1 395\$; Mazda5: 1 535\$. Immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription au RDPRM, le cas échéant, en sus. Un comptant initial pourrait être requis. *Offres portant uniquement sur la location au détail des Mazda6 GS 4 cyl. (G4SY69AA00), des Mazda3 GX (D4XS59AA00) et des Mazda5 GS (E6SD59AA00) 2009 neufs. Comptant initial ou échange équivalent et premier versement mensuel exigés à la livraison. Frais de transport et préparation (Mazda3 et Mazda6: 1 395\$; Mazda5: 1 535\$) en sus. Aucun dépôt de sécurité requis. Sur approbation du crédit. Limite de 20 000 km par année. Frais de 10¢ le km additionnel à la fin du terme. Location avec limite de 25 000 km par année disponible. Immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription au RDPRM en sus. Les modèles illustrés le sont à titre indicatif seulement en ce qu'ils peuvent comporter des équipements optionnels non-inclus dans les prix mentionnés. Les concessionnaires peuvent vendre ou louer à prix inférieur. Les stocks peuvent varier selon les concessionnaires. Un échange peut être nécessaire entre concessionnaires. Voir un concessionnaire participant pour les détails. Aucune combinaison d'offres possible. Offres d'une durée limitée à compter du 6 octobre 2008. *Essais menés sur les Mazda6 2009 avec coussins de sécurité latéraux de série. Classification du gouvernement des États-Unis dans le cadre du programme d'évaluation des voitures neuves (www.safercar.gov/) de la NHTSA (National Highway Traffic Safety Administration).

PROGRAMME
MAZDA POUR
LES DIPLÔMÉS



Transcontinental menace de licencier des journalistes

CATHERINE HANDFIELD

Les Hebdos Transcontinental risquent d'être touchés par la vague de licenciements qui affecte le monde des médias québécois. La société a signifié au syndicat son intention de supprimer l'équivalent de 17 postes chez ses 60 journalistes syndiqués.

Dans une note transmise aux journalistes vendredi dernier, l'employeur a fait savoir qu'il ne pourvoit pas quatre ou cinq postes vacants dans des hebdomadaires de Laval, Montréal et Lanaudière. Le syndicat a appris le jour même que neuf postes de journaliste et de rédacteur en chef seraient supprimés et que les heures de quatre autres journalistes seraient réduites.

«Depuis le début de l'année, le groupe des journaux Québec et Ontario (qui regroupe 50 hebdomadaires de Transcontinental) éprouve des difficultés dans l'atteinte de certains objectifs opérationnels et financiers», écrit l'employeur dans le mémo.

Parallèlement, le syndicat a appris que l'entreprise aurait embauché huit chefs de pupitre non syndiqués la semaine dernière, a indiqué Chantale Larouche, présidente de la Fédération nationale des communications, affiliée à la CSN. «En vertu de notre convention collective, l'employeur ne peut plus utiliser des chroniqueurs ou des pigistes», a-t-elle déploré.

M^{me} Larouche a souligné que les licenciements ne sont pas encore en vigueur et qu'une rencontre est prévue ce matin entre l'employeur et le syndicat, dont la convention collective est échue depuis le 31 août. «Notre objectif est de discuter et de voir si un arrangement est possible», a indiqué M^{me} Larouche, qui n'était pas en mesure hier soir de dire quels journaux seraient touchés par les licenciements.

Il a été impossible hier soir de joindre le groupe Hebdos Transcontinental.

EN BREF

Accusé de conduite dangereuse ayant causé la mort

Trois nouveaux chefs d'accusation ont été déposés hier au palais de justice de Saint-Hyacinthe contre Sébastien Gamache, un conducteur âgé de 18 ans mêlé à un accident qui a coûté la vie à une jeune femme de 19 ans, à Marieville. Parmi ces nouveaux chefs, le plus grave est celui de conduite dangereuse causant la mort. S'il est reconnu coupable, Gamache risque la prison à vie. Il est aussi accusé de conduite avec les facultés affaiblies. La victime, Jessica Sterling Guillemette, était passagère du véhicule dont le conducteur a heurté une automobile stationnée, au cours de la nuit de jeudi dernier. Il aurait continué son chemin vers la résidence de ses parents, située 600 mètres plus loin, malgré les blessures subies par la jeune femme. – Caroline Touzin

Abdullah comparaît

Nashwan Abdullah, ce jeune homme de 18 ans blessé par balle lors de son arrestation en fin de semaine, dans Saint-Michel, a comparu hier, au palais de justice, pour répondre à des accusations qui n'ont rien à voir avec l'incident. Hier, il a été accusé de harcèlement et menaces envers une ex-conjointe, crimes qui seraient survenus entre le 2 et le 22 septembre derniers. Il est aussi accusé de tentative de meurtre et de voies de fait graves à l'endroit de Marc-André Picard. Ce dernier aurait été poignardé le 6 septembre dernier. Abdullah est resté détenu et doit comparaître encore aujourd'hui, à l'occasion de son enquête en cautionnement. – La Presse

Les élections retardent le rapport sur la mort de Laura Gainey

Le cabinet du premier ministre Stephen Harper et le Conseil privé ont demandé au Bureau de la sécurité des transports du Canada de déposer après les élections seulement ses rapports sur une demi-douzaine d'incidents, a appris La Presse Canadienne. Parmi les rapports d'enquête reportés figure notamment celui sur la disparition de la fille du directeur général du Canadien de Montréal, Bob Gainey. Laura Gainey, membre d'équipage d'un navire-école, était passée par-dessus bord le 8 décembre 2006 en pleine tempête au large des côtes du Massachusetts. – La Presse Canadienne

GAZÉIFICATION DES DÉCHETS

Les écolos ne sont pas convaincus



FRANÇOIS CARDINAL

ENVIRONNEMENT

Malgré l'absence de débat public sur la question, les villes de la région de Montréal semblent déjà avoir pris la décision de cesser d'enfouir leurs déchets afin de les transformer plutôt en énergie.

Voilà la conclusion à laquelle en arrivent les groupes écologistes qui ont assisté avec déception, hier, au colloque international sur le traitement des déchets piloté par la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM).

Alors que l'on promettait d'y aborder «les meilleures pratiques de traitement et de valorisation des matières résiduelles», toute la discussion a plutôt tourné autour de la gazéification, ont déploré le Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE-Montréal), Action RE-buts et le Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets (FCGED).

«Au fond, on voit bien que l'orientation de la région de Montréal est déjà prise», se désole Coralie Deny, du CRE.

Le cœur du débat est le sui-

vant: que faire avec les déchets non recyclés, qui sont aujourd'hui envoyés en grande quantité au dépotoir?

La CMM répond qu'un virage technologique s'impose, afin de brûler les déchets et ainsi les transformer en gaz de synthèse, en électricité ou en biodiesel. Cette solution aurait l'avantage de mettre fin à l'enfouissement dès 2025, mais elle serait très coûteuse: 1 milliard de dollars, une facture que l'on espère payée à 85 % par Québec.

«Ce qu'il y a d'assez incroyable, c'est qu'il y a à peine un an, personne ne parlait de ces nouvelles technologies qui nous sont présentées aujourd'hui comme nécessaires. Or, dans les faits, on n'en sait que très peu.»

Dans les coulisses, on soutient que la gazéification est devenue en quelque sorte incontournable dans un contexte où la population s'oppose à tout projet de création ou d'agrandissement de dépotoirs. Que faire, donc, dans un contexte où la quantité de déchets produits augmente?

Valoriser énergétiquement les déchets, ont ainsi répondu, hier, des entreprises comme Enerkem, Plasco et Plasma Research qui

ont, tour à tour, présenté les bénéfices de leur technologie respective. Devant un parterre composé d'élus municipaux et de représentants de l'industrie, ils ont notamment fait valoir l'innocuité de leur processus d'un point de vue environnemental.

Absolument pas convaincus, les écologistes rétorquent plutôt qu'il faut intensifier les programmes de récupération et étendre le compostage à tous les foyers. Ainsi, disent-ils, on fait un choix sensé d'un point de vue environ-

nemental, tout en s'assurant de récupérer les matières plutôt que de les éliminer à tout jamais.

«Les ressources sont de plus en plus rares sur la planète. Or, si tout le monde se mettait à la gazéification des déchets, ne ferait-on pas justement disparaître d'importantes ressources?» a demandé M^{me} Deny.

Les inquiétudes du milieu environnemental viennent notamment du peu de données

objectives auxquelles il a accès. Voyant dans la gazéification une version moderne de l'incinération, ils demandent qu'une vaste réflexion précède toute décision, qui aurait en outre des conséquences pendant plusieurs décennies.

«Le principe de précaution s'impose, puisqu'il nous manque l'avis d'experts indépendants pour mesurer les impacts écologiques de cette technologie soutenue par les géants de l'industrie», estime Julien Lasserre, d'Action RE-buts.

«Ce qu'il y a d'assez incroyable, c'est qu'il y a à peine un an, personne ne parlait de ces nouvelles technologies qui nous sont présentées aujourd'hui comme nécessaires, s'est exclamé Karel Ménard, du FCGED, une coalition de 90 groupes. Or, dans les faits, on n'en sait que très peu.

L'information qui circule ne semble pas toujours être d'une rigueur à toute épreuve, surtout sur le plan environnemental.»

Le colloque, organisé en marge des Entretiens Jacques Cartier, se poursuit aujourd'hui.

POUR EN SAVOIR PLUS:
colloque2008.cmm.qc.ca

COURRIEL
Pour joindre notre journaliste: francois.cardinal@lapresse.ca

Ouvert tous les soirs du lundi au vendredi jusqu'à 21h

15 jours de nouveautés, de conférences
ET DE PROMOTIONS

Horaires complets des conférences disponibles sur **lozeau.com**

Prix CHOC pendant 15 jours

PRIX APRÈS RABAIS
53⁹⁹\$
Rég.: 59⁹⁹\$

10%
Sur tous les trépieds Velbon et Optex* en magasin pendant 15 jours

69⁹⁹\$
Rég.: 89⁹⁹\$

10%
Sur tous les SACS* en magasin pendant 15 jours

Mardi 7 octobre
Prix spéciaux et Fujifilm

FUJIFILM F100fd
275⁹⁵\$
Rég.: 299⁹⁹\$
• 12 mégapixels
• Zoom optique 5x

Mercredi 8 octobre
Flash portatif

Canon Flash 580EX
479⁹⁵\$
Rég.: 499⁹⁹\$

Nikon Flash SB900
509⁹⁵\$
Rég.: 519⁹⁹\$

Jeudi 9 octobre
Olympus et Lumahawk

OLYMPUS E-520
599⁹⁹\$
Boîtier seul OL 262085
699⁹⁹\$
Incluant une carte CF 2Go (valeur de 39,99\$)
• 10 mégapixels
• Incluant une carte CF 2Go

OLYMPUS Stylus SW1030
349⁹⁹\$
Rég.: 379⁹⁹\$ OL 226350
• 10,1 mégapixels
• Étanche jusqu'à 10m
• Disponible en argent, noir et vert

Lumahawk Ensemble Deluxe 2x300W/S
• 2 Flashes Lumahawk 300W/S
• 1 Valise de transport
• 2 Trépieds
• 2 Parapluies
• 1 Porte de grange
999⁹⁹\$ Rég.: 1 249⁹⁹\$ NA LMX-XL60022

Vendredi 10 octobre
Epson et Manfrotto

EPSON Stylus photo R2880
799⁹⁹\$ DA EPR2880
• 5 760 x 1 440 dpi optimisés
• Nouvelle encre "Vivid Magenta"

Manfrotto Trépied 785B modo
PRIX APRÈS RABAIS
71⁹⁹\$ Rég.: 79⁹⁹\$ AM 207-85B
Trépied 190X PROB
PRIX APRÈS RABAIS
152⁹⁹\$ Rég.: 169⁹⁹\$ AM 201-90XPROB

Samedi 11 octobre
Canon

Canon SELPHY CP740
(valeur de 99⁹⁹\$) CA 2094B001
Imprimante GRATUITE
à l'achat d'un appareil compact Canon en magasin

Canon Powershot SD1100is
229⁹⁹\$ CA 2509B002
Nous payons la TPS
Sur tous les reflex, objectifs, flashes et caméscopes Canon en magasin

Dimanche 12 octobre
Sony

SONY Alpha 300
629⁹⁹\$ Rég.: 679⁹⁹\$ SO A300S
• Capteur CCD 10,2 mégapixels
• Incluant un objectif 18-70mm et un sac (valeur de 39,99\$)

SONY Alpha 900
3 129⁹⁹\$ Boîtier seul SO DSLRA900
• 24,6 mégapixels plein capteur CMOS
• Système anti-poussière (capteur)
• Prévisualisation intelligente

Lundi 13 octobre
2 pour 1

Nikon Objectif 105mm
829⁹⁵\$ Rég.: 879⁹⁹\$ NI 14525

Canon Objectif 100mm
549⁹⁵\$ Rég.: 599⁹⁹\$ CA 4657A006

Mardi 14 octobre
Macro et sous-marin

Nikon Objectif 105mm
829⁹⁵\$ Rég.: 879⁹⁹\$ NI 14525

Canon Objectif 100mm
549⁹⁵\$ Rég.: 599⁹⁹\$ CA 4657A006

Mercredi 15 octobre
Laboratoire

Nous payons la TPS
Sur tous les cadres numériques en magasin

L.L. Lozeau
6229, St-Hubert, Montréal | 514 274-6577 | **lozeau.com**

OUVERT JUSQU'À 21h
DU LUNDI AU VENDREDI à l'exception du 15 octobre

* Sur prix régulier seulement. Quantité limitée.

Photos peuvent différer. Prix valides la journée de l'événement seulement.

SANTÉ

Nouveau centre d'expertise en oncologie

Construit au coût de 37 millions, l'établissement jouxtera la Cité de la Santé de Laval

ARIANE LACOURSIÈRE

Le ministre de la Santé, Yves Bolduc, était de passage, hier à Laval, pour annoncer la création d'un centre d'expertise en oncologie de 37 millions. Cette nouvelle infrastructure sera construite d'ici décembre 2010 sur le terrain de la Cité de la Santé. Devant les pressions du maire de Laval Gilles Vaillancourt, le ministre Bolduc a aussi ouvert la porte à la construction de plus de ressources et à l'ajout de lits d'hospitalisation dans l'île Jésus.

« Je suis ici pour annoncer l'autorisation du lancement de l'appel d'offres pour le centre d'expertise en oncologie », a dit le ministre Bolduc. Le nouveau bâtiment, le 12^e du genre au Québec, permettra de soigner les 1800 nouveaux cas de cancer qui se déclarent chaque année à Laval.

Jusqu'à présent, la Cité de la Santé était incapable de soigner tous ses cancéreux. Chaque jour, une navette devait amener des patients au Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM) pour qu'ils y subissent leur traitement de radiothérapie. Chaque année, 900 personnes devaient ainsi aller se faire soigner en sol montréalais. « Avec le nouveau centre, ces personnes pourront se faire soigner à Laval », affirme le directeur général du Centre de santé et de services sociaux de Laval, Luc Lepage.

Le maire Vaillancourt a profité de la visite du ministre en sol lavallois pour lui expliquer que les besoins de ses citoyens pour les services de santé sont en pleine croissance. « Laval grandit rapidement. Nous avons de plus en plus de jeunes familles et de personnes âgées. Laval a besoin d'infrastructures », a dit le maire Vaillancourt.

En plus de devoir soigner sa population, la Cité de la Santé reçoit chaque année des milliers de patients de la couronne nord. « Le quart de nos hospitalisations vient de la couronne nord, surtout de Blainville,



PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

Le maire de Laval a profité de la visite du ministre Bolduc pour lui expliquer que les besoins de ses citoyens en matière de santé sont en pleine croissance. « Laval grandit rapidement. Nous avons de plus en plus de jeunes familles et de personnes âgées. Laval a besoin d'infrastructures », a dit hier Gilles Vaillancourt (à gauche), que l'on voit ci-dessus en compagnie de Claude Desjardins, président-directeur général de l'Agence de services de santé et de services sociaux de Laval.

Terrebonne, Sainte-Thérèse et Boisbriand, et un peu du sud », affirme, M. Lepage.

de soins de santé entre Laval, Boisbriand, et la couronne nord et l'hôpital du Sacré-Cœur à Montréal, qui des-

que la population de Laval se fasse soigner à Laval », a expliqué M. Bolduc.

lits d'hospitalisation sera nécessaire. « Avec l'arrivée du centre d'expertise en oncologie, c'est sûr qu'on aura besoin de nouveaux lits, notamment en chirurgie. On aura besoin de plus de personnel aussi. Ce sont des besoins à court terme et on l'a dit au ministre », a dit M. Lepage.

M. Bolduc s'est contenté de dire que l'allocation future de ressources ira en fonction du plan des besoins que la région devra lui remettre.

Chaque année, 900 cancéreux doivent aller se faire soigner en sol montréalais. « Avec le nouveau centre, ces personnes pourront se faire soigner à Laval », affirme le directeur général du CSSS de Laval, Luc Lepage.

Le ministre a demandé aux responsables de Laval de préparer un plan détaillant la dynamique

sert aussi la clientèle lavalloise. « À partir de là, on pourra mettre les investissements pour s'assurer

Parmi les besoins à court terme de Laval, les dirigeants prévoient déjà qu'un plus grand nombre de

NOTRE INDUSTRIE TOURISTIQUE COULE RAPIDEMENT



Le secteur du tourisme au Canada rapporte des revenus de 19 milliards \$ au gouvernement et contribue à financer les soins de santé et l'éducation. Cela nous touche tous. Mais le secteur du tourisme au Canada est au bord du gouffre. Pour redresser la situation, d'importants changements doivent être immédiatement apportés aux politiques fédérales. Nous demandons avec instance, à tous les candidats et partis dans cette élection, de connaître la situation du tourisme et d'en débattre d'une voix forte et claire. Les 1,6 millions de contribuables canadiens qui travaillent dans le secteur du tourisme seront à l'écoute.

Pour en savoir davantage, www.letourismecompte.travel

Autorisé par l'Association de l'industrie touristique du Canada

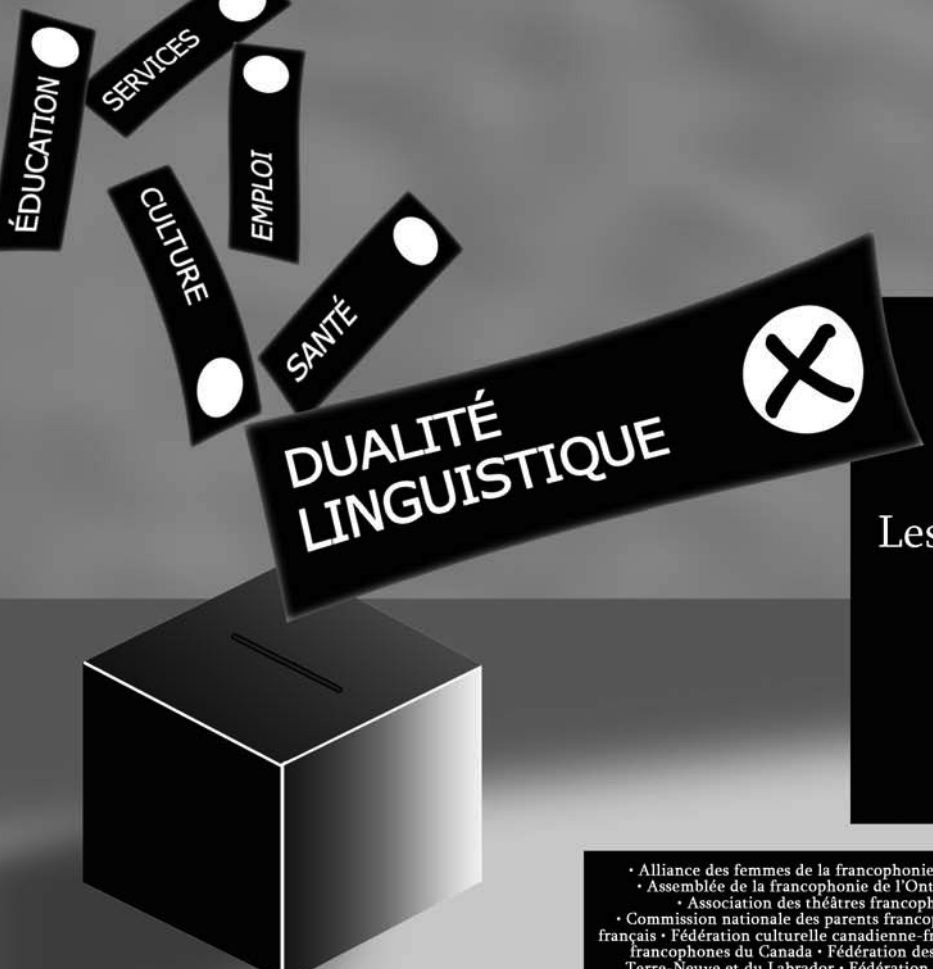


ASSOCIATION DE L'INDUSTRIE TOURISTIQUE DU CANADA
TOURISM INDUSTRY ASSOCIATION OF CANADA

EN BREF

Le Nobel de médecine à trois spécialistes des virus

Vingt-cinq ans après avoir découvert le virus du sida, les scientifiques français Luc Montagnier et Françoise Barré-Sinoussi reçoivent le prix Nobel de médecine. Une distinction que les deux Français partagent avec le chercheur allemand Harald zur Hausen, récompensé pour sa découverte des papillomavirus, des virus à l'origine de cancers du col de l'utérus. En 1983, Barré-Sinoussi et Montagnier ont réussi à identifier le virus du sida dès le début de l'infection dans les lymphocytes (cellules de l'immunité) de patients présentant des ganglions lymphatiques de taille importante, et dans le sang des patients à un stade avancé. — AFP



LE 14 OCTOBRE, C'EST AUSSI L'AVENIR DE LA FRANCOPHONIE QUI SE JOUE

D'UN BOUT À L'AUTRE DU PAYS, DES MILLIONS DE FRANCOPHONES VEULENT DES RÉPONSES

Les cinq partis se prononcent durant le *débat des candidats sur la francophonie et les langues officielles*, ce soir à 20 h (heure de l'Est). Suivez le débat en direct sur le site Internet de la chaîne CPAC.

www.cpac.ca

• Alliance des femmes de la francophonie canadienne • Alliance des radios communautaires du Canada • Alliance nationale de l'industrie musicale • Assemblée communautaire fransaskoise • Assemblée de la francophonie de l'Ontario • Association canadienne-française de l'Alberta • Association de la presse francophone • Association des groupes en arts visuels francophones • Association des théâtres francophones du Canada • Association des universités de la francophonie canadienne • Association franco-yukonnaise • Canadian Parents for French • Commission nationale des parents francophones • Consortium national de formation en santé • Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse • Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français • Fédération culturelle canadienne-française • Fédération de la jeunesse canadienne-française • Fédération des associations de juristes d'expression française • Fédération des aînés et aînées francophones du Canada • Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada • Fédération des francophones de la Colombie-Britannique • Fédération des francophones de Terre-Neuve et du Labrador • Fédération franco-ténoise • Front des réalisateurs indépendants du Canada • Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques • Regroupement des

La France championne du privé en santé

MATHIEU PERREAULT

Les opposants d'un rôle accru du privé dans la santé critiquent volontiers les États-Unis. Mais la France, souvent citée pour la qualité et la rapidité de ses soins, est encore plus touchée par la transition vers le privé.

« La France est le pays où le secteur privé à but lucratif est le plus important, par rapport au système public de santé », affirme Christophe Pascal, de l'Université Jean-Moulin Lyon 3, en entrevue en marge des Entretiens Jacques-Cartier. « Aux États-Unis, le sec-

« Il y a un risque réel que le public ne disparaisse du secteur des chirurgies électives. »

teur privé est surtout composé de fondations à but non lucratif. Le comportement n'est pas le même. »

Près de 80 % des interventions chirurgicales en France sont réalisées par le secteur privé à but lucratif. « Les hôpitaux publics font presque exclusivement des cas non programmables, par exemple une perforation subite, dit M. Pascal. Il y a un risque réel que le public ne disparaisse du secteur des chirurgies électives. Ça poserait un problème énorme, parce que la formation se passe exclusivement au public. Si le privé devait prendre en charge les

internes, ça bouleverserait leur modèle d'affaires. » C'est un peu comme les écoles privées, qui prennent les meilleurs élèves et laissent les cas les plus difficiles aux écoles publiques.

Un modèle d'affaires très productif. Selon un autre participant des Entretiens, Gérard de Pouvoirville, économiste de la santé à l'École de commerce de Cergy, le privé est deux fois plus productif que le public en chirurgie.

La conférence de M. Pascal s'intitulait *Les privés en France*. C'est qu'il n'y a pas que les cliniques à but lucratif. Les médecins des hôpitaux publics, salariés, peuvent ainsi prendre des patients à titre privé dans leurs locaux de l'hôpital public. « Ça crée un système à deux vitesses, dit M. Pascal. Un patient se fait répondre « dans le système public, docteur X pourra vous prendre dans quelques mois, mais à titre privé ça peut se faire la semaine prochaine ». Les associations de patients sont en guerre contre cette tendance.

Le paiement d'un acte médical privé en France est grosso modo divisé en trois: la Sécurité sociale défraie 70 % du coût « conventionné », les assurances privées auxquelles souscrit 90 % de la population défraient les 30 % restant, et le patient doit payer de sa poche les « dépassements de coûts », qui font parfois doubler la facture. Certaines assurances privées couvrent une partie des dépassements, mais pas au-delà de 30 %.



PHOTO AP

Près de 80 % des interventions chirurgicales en France sont réalisées par le secteur privé à but lucratif.

L'État ne peut pas s'opposer à ces dépassements, mais veut les encadrer. « La prochaine loi sur la santé imposera aux médecins de présenter un devis avant une opération, dit M. Pascal. Présentement les dépassements sont parfois annoncés après coup. Des devis permettront aux patients de magasiner leur médecin. Les Français s'habituent peu à peu à cette pratique. »

La démolition de Saint-Luc est toujours envisagée

À moins d'un revirement spectaculaire, l'hôpital Saint-Luc du Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM) sera démolì, comme l'avait annoncé *La Presse*.

Les chefs de département du CHUM ont rencontré la Fédération des médecins spécialistes du Québec (FMSQ), la semaine dernière, pour lui transmettre leur liste de besoins et mettre à jour le plan fonctionnel et technique du CHUM. Le président de la FMSQ, le D^r Gaétan Barrette, a présenté hier cette série de demandes au ministre de la Santé, Yves Bolduc.

Les médecins du CHUM veulent que leur futur hôpital ait notamment plus de lits et d'espaces de stationnement. Pour satisfaire cette demande, la démolition de Saint-Luc est la meilleure solution, estime la FMSQ.

Interrogé hier sur la probable démolition de Saint-Luc, le ministre de la Santé a été évasif. « Je veux me garder une annonce croustillante pour les prochaines semaines! » a dit M. Bolduc avec un sourire en coin.

Le D^r Barrette soutient quant à lui qu'il est satisfait de sa rencontre avec le ministre.

— Ariane Lacoursière

Un vaccin contre les infarctus

Le vaccin contre le pneumocoque pourrait réduire de 50 % les risques d'infarctus. La D^{re} Danielle Pilon, de l'Université de Sherbrooke, a voulu savoir si, en plus du diabète, de l'hypertension, du tabagisme et du cholestérol, d'autres facteurs augmentent les risques de subir un infarctus. En étudiant les dossiers de patients à risque, elle a déterminé que les personnes ayant reçu le vaccin contre le pneumocoque subissaient deux fois moins d'infarctus. Ce vaccin est déjà offert aux personnes âgées. « Mais seulement 20 % d'entre elles le reçoivent », dit la D^{re} Pilon.

— Ariane Lacoursière

ERRATUM

Veuillez noter qu'une erreur s'est glissée lors de la parution de l'annonce Nissan du 6 octobre dernier. Le taux de financement à l'achat sur la Versa 2009 aurait dû se lire ainsi : 2,9 % sur un terme allant jusqu'à 60 mois. Nous sommes désolés des inconvénients que cette erreur aurait pu causer.

Vorsprung durch Technik www.audi.ca



VOICI LA NOUVELLE A4. AVEC SON SYSTÈME AUDI SIDE ASSIST, ELLE PEUT VOIR CE QUI SURGIT DANS VOTRE ANGLE MORT. SES PHARES ADAPTÉS SUIVENT LE VOLANT ET ILLUMINENT LES ANGLES AUTREFOIS LAISSÉS DANS L'OBSCURITÉ. QUANT À SON INCROYABLE SYSTÈME D'AIDE AU STATIONNEMENT AUDI, IL VOUS GARANTIT QU'À L'AVENIR, RIEN NE VOUS SERA PLUS FACILE QUE DE VOUS GARER. LA NOUVELLE A4. BRILLIANTE.



3584330A

Modèle européen montré : Audi A4 Berline 3.2 FSI quattro avec équipement en option. « Audi », « A4 », « FSI », « quattro », « Vorsprung durch Technik » et l'emblème des quatre anneaux sont des marques déposées de AUDI AG. ©Audi Canada 2008.

MONDE



PHOTO BRIAN SNYDER, REUTERS

Au mieux de sa forme lorsqu'il se déplace sur scène, son micro à la main, parsemant ses réponses de blagues et d'anecdotes, John McCain pourrait faire bonne figure ce soir.



PHOTO STAN HONDA, AGENCE FRANCE-PRESSE

Barack Obama pourrait être pénalisé par son ton professoral, moins adapté aux débats sous forme de questions-réponses.

Deuxième face-à-face McCain-Obama

Débat sous haute tension

NICOLAS BÉRUBÉ

LOS ANGELES — John McCain et Barack Obama s'affronteront à nouveau ce soir, dans un deuxième débat télévisé qui risque d'être plus spontané que leur rencontre précédente.

Organisé à l'Université de Belmont à Nashville, au Tennessee, le débat prendra la forme d'une séance questions-réponses avec l'auditoire. Les candidats pourront aussi réagir aux interrogations des internautes. « Le débat abordera toute question soulevée par le public », précise sur son site internet la Commission des débats présidentiels.

Jusqu'ici, ce format a paru avantager John McCain, qui est au mieux de sa forme lorsqu'il se déplace sur scène, son micro en main, parsemant ses réponses de blagues et d'anecdotes. Barack Obama se montre généralement plus professoral durant les débats, un ton moins adapté à ce type d'échanges.

Cela dit, plusieurs analystes estiment que le débat, diffusé à 21h, aura peu d'impact sur la

décision des électeurs, préoccupés ces jours-ci par la crise économique.

« Je serais étonné de voir un changement radical dans la course à cause du débat, a dit Stephen Hess, politologue conservateur au Brookings Institute. La rencontre offre peu d'occasions pour John McCain de changer les fondamentaux de cette élection étant donné les préoccupations économiques profondes des électeurs. »

Le débat prendra la forme d'une séance questions-réponses avec l'auditoire, un format qui a jusqu'ici paru avantager John McCain.

Lors du débat précédent, McCain avait eu du mal à articuler une politique cohérente pour régler la crise économique, se limitant à promettre de « réduire les excès » à Washington. Obama paraissait informé et sûr de lui. Sa remontée dans les sondages s'est poursuivie durant la semaine suivant la rencontre. Sur le plan national, le démocrate a maintenant une avance

de six à dix points sur son rival républicain.

Les gants sont tombés

Ce second débat entre Barack Obama et John McCain survient à un moment clé de la campagne présidentielle : celui où les candidats ont laissé tomber les gants.

À moins d'un mois des élections, John McCain tente désespérément de tourner la page sur les questions liées à la crise économique. Mal servi par l'actualité des dernières

Ayers, devenu professeur d'université à Chicago, a travaillé pour des associations caritatives où œuvrait Barack Obama.

La campagne d'Obama a riposté, hier, en lançant une campagne publicitaire internet sur le scandale Keating-Five, qui a terni la réputation de McCain au début des années 90 (voir encadré). Les démocrates diffusent aussi une publicité accusant McCain d'avoir « un tempérament imprévisible » et de manquer de jugement lors d'une crise. Certains critiques accusent le camp Obama de chercher à dépeindre McCain comme étant trop vieux et confus pour assumer la présidence.

Le troisième et dernier face-à-face télévisé aura lieu le 15 octobre à la Hofstra University à Hempstead, dans l'État de New York.

► CYBERPRESSE.CA

PRÉSIDENTIELLE

Notre dossier sur les élections américaines, mis à jour d'heure en heure, sur cyberpresse.ca/usa2008

QU'EST-CE QUE LE SCANDALE DES « KEATING-FIVE » ?

À la fin des années 80, l'homme d'affaires de l'Arizona Charles Keating menait une vie de luxe. L'entreprise qu'il présidait, la Lincoln Savings & Loan, était extrêmement rentable. Ses connexions politiques étaient légendaires. Un de ses alliés était le sénateur John McCain, qui a reçu plus de 110 000 \$ en financement électoral de sa part. Keating était si proche de McCain que les deux hommes passaient leurs vacances dans le Sud ensemble, avec leurs familles. En 1987, le gouvernement fédéral, qui enquêtait depuis des années sur Keating, était sur le point de déposer des accusations de fraude. C'est alors que cinq sénateurs proches de l'homme d'affaires ont convoqué une rencontre avec un superviseur chargé du dossier, William Black. M. Black a dit que la rencontre n'avait qu'un seul but. « Les sénateurs voulaient m'intimider et demander que l'enquête sur Keating prenne fin. » Parmi les cinq politiciens présents à la rencontre se trouvait John McCain. La firme de M. Keating a fait faillite peu après. Plus de 3,5 milliards de dollars appartenant aux épargnants sont partis en fumée. En 1991, le comité d'éthique du Sénat a conclu que McCain avait « manqué de jugement » en s'associant avec Keating. McCain a par la suite écrit que l'affaire Keating était « la plus grosse erreur de (sa) carrière ». — Nicolas Bérubé

Le Venezuela étend son influence

Hugo Chavez à la rescousse du Honduras

Longtemps considéré comme la base arrière des États-Unis contre les guérillas d'Amérique centrale, le Honduras vient de faire un pied de nez à Washington... pour s'allier à Hugo Chavez. Une union présentée par le président du Honduras, Manuel Zelaya, comme une bouée de sauvetage.

FRÉDÉRIC FAUX
COLLABORATION SPÉCIALE

SAN SALVADOR — La photo officielle de la dernière réunion des dirigeants de l'Alternative bolivarienne pour les Amériques, l'Alba, avait un aspect quelque peu inhabituel. L'inévitable Hugo Chavez, instigateur de cette alliance destinée à faire échec aux ambitions de Washington sur le continent, était bien sûr présent. Le président du Venezuela était sanglé dans un impeccable costume bleu. Evo Morales, l'ancien syndicaliste bolivien, qui a depuis expulsé de son pays l'ambassadeur des États-Unis, était également de la fête. Aux côtés de Carlos Lage, vice-président cubain, et de l'ex-guérillero Daniel Ortega, à la tête du Nicaragua.

Une véritable réunion de famille à laquelle assistait aussi l'inattendu Manuel Zelaya, président du Honduras, un pays gouverné par la droite depuis plus d'un siècle et qui fut la base arrière des États-Unis contre les guérillas d'Amérique centrale.

Avant d'être élu en novembre 2005, ce grand propriétaire terrien était surtout célèbre pour son rôle à la tête des professionnels du bois, responsables par ailleurs d'une déforestation catastrophique. Depuis sa prise de fonction, il s'est aussi fait connaître par ses métho-

des particulièrement répressives contre les manifestations d'enseignants ou de chauffeurs de taxi.

Le 25 août dernier, pourtant, Manuel Zelaya célébrait son entrée dans l'Alba « sans demander la permission à la puissance impérialiste », mais en avouant son attrait pour les pétrodollars vénézuéliens, faute de mieux.

Bouée de sauvetage

« Il y a six mois, pour faire face à la hausse des prix, je suis allé chercher de l'aide auprès du secteur privé... Il m'a fermé la porte au nez. Quant à la Banque mondiale, elle ne m'offrait que dix millions de dollars », a indiqué le président hondurien.

Hugo Chavez, lui, s'est montré beaucoup plus généreux, avec un prêt de 132 millions de dollars destiné à relancer la production agricole. Comme membre de Petrocaribe, association à travers laquelle le Venezuela livre du pétrole à bas prix à une quinzaine d'États de la région, le Honduras bénéficie par ailleurs d'un autre bonus, annuel, de 350 millions de dollars.

Manuel Zelaya, à la tête d'un pays où six personnes sur dix vivent en dessous du seuil de pauvreté, présente l'alliance avec Caracas comme une bouée de sauvetage. Pour Enrique Ortez Colindres, ancien conseiller du président hondurien, cette rela-



PHOTO EDGARD GARRIDO, REUTERS

Le président hondurien Manuel Zelaya, à la tête d'un pays où six personnes sur dix vivent en dessous du seuil de pauvreté, présente l'alliance avec Caracas comme une bouée de sauvetage.

tion va cependant bien au-delà du seul bénéfice financier. « Avant d'être président, il m'avait déjà dit qu'il ne croyait pas en la démocratie telle qu'elle existait, qu'il allait attaquer les multinationales, les institutions de l'État, et mettre en avant le pouvoir citoyen. C'était déjà le slogan de sa campagne électorale. »

Des accents révolutionnaires que Manuel Zelaya a retrouvés le mois dernier, à la tribune de l'ONU, quand il a fustigé « le capitalisme sauvage qui joue avec les peuples ».

Des « traîtres », dit Chavez

Apravant, en solidarité avec la Bolivie qui venait d'expulser le représentant américain de La Paz, il avait repoussé de plusieurs jours la réception des lettres de créance du nouvel ambassadeur des États-Unis à Tegucigalpa.

Dans un pays qui envoie 89 % de ses exportations vers les États-Unis et qui reçoit chaque année trois milliards de dollars de ses migrants, certains commencent aujourd'hui à se demander si « Mel », fervent amateur de guitare et d'équitation, n'a pas perdu la tête.

« Le président parle d'abord et pense après, déplore Juan Ferrara, ancien ministre des Finances. S'il continue sur ce chemin, nous allons avoir des problèmes. »

« Profiter de cet argent pour des projets hydroélectriques, pour l'agriculture, oui, ajoute Roberto Micheletti, président du Congrès. Mais je suis en désaccord si cette alliance devient politique, idéologique ou militaire. » Un débat qu'Hugo Chavez a déjà tranché en qualifiant de « traîtres » tous les Honduriens opposés à l'Alba.

Jean-Christophe Mitterrand (au centre), le fils de l'ex-président français François Mitterrand, se présente en cour en compagnie de son avocat, M^e Jean-Pierre Versini-Campinchi (à gauche) pour répondre à des accusations dans le cadre de ce que les médias ont surnommé l'Angolagate.

Le fils de Mitterrand mis en cause

Selon la justice française, le gouvernement du président Jose Eduardo dos Santos, toujours au pouvoir, a acheté pour 800 mil-

Jean-Christophe Mitterrand est notamment accusé de complicité de commerce illicite d'armes.

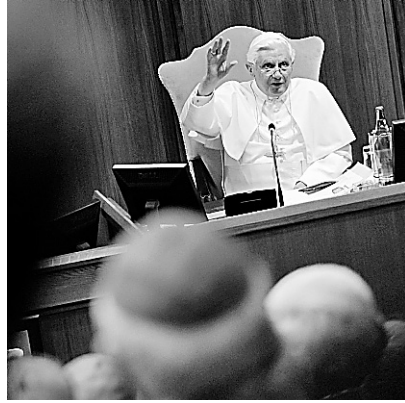
Autre accusé: Jacques Attali. L'influent intellectuel est accusé de trafic d'influence parce qu'il aurait cherché à user de ses contacts pour aider Falcone à résoudre les

L'État angolais a fait savoir hier

«La stratégie française est de balayer l'affaire sous le tapis pour protéger les intérêts économiques français. On est dans une stratégie de diplomatie-business qui ne tient pas compte du développement humain et social», déplore M. Thimonier.

AGENCE FRANCE-PRESSE

«Celui qui construit sur les choses visibles qu'il peut toucher comme le succès, la carrière ou l'argent, construit sur le sable», a déclaré Benoît XVI. «Nous voyons maintenant avec l'écroulement des grandes banques que cet argent disparaît, qu'il n'est rien, il s'agit de réalités de second ordre», a-t-il ajouté. «Seule la Parole (de Dieu) est solide, elle est la véritable réalité sur laquelle il faut fonder notre propre vie», a insisté le pape.



Le pape Benoît XVI au synode.

Fumeurs « trompés »

La Cour suprême des États-Unis a entendu hier la plainte de trois fumeurs qui souhaitent poursuivre le cigarettier Altria pour les avoir trompés en qualifiant ses cigarettes de « légères » alors qu'elles n'étaient pas moins nocives pour leur santé. Lors de l'audience, les juges ont notamment reproché à l'État américain et sa Commission fédérale du commerce d'être conscients depuis des années que ces cigarettes étaient aussi dangereuses pour la santé que les autres, mais de n'avoir pas agi en conséquence. Cette affaire pourrait avoir de très importantes conséquences sur le plan financier pour les cigarettiers. - Agence France-Presse

[illegible][illegible]

André Desmarais > Président du conseil d'administration **LA PRESSE**
Guy Crevier > Président et éditeur
Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
Éric Trottier > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

Récession à l'horizon



akrol@lapresse.ca

ARIANE KROL

Même si Stephen Harper refuse toujours de prononcer les mots récession et Canada dans la même phrase, des financiers ont résolument franchi le pas. Heureusement, notre économie est mieux équipée que d'autres pour s'aventurer sur ce terrain accidenté. Les firmes UBS et Scotia Capitaux l'ont écrit hier et Marchés mondiaux CIBC doit préciser sa position demain. Au mieux, les investisseurs peuvent s'attendre à une récession ordinaire, a déclaré l'un de ses principaux économistes. Le commentaire, qui a fait forte

La traversée du désert s'annonce beaucoup moins pénible de ce côté-ci de la frontière.

Impression, évoquait apparemment la situation mondiale. Il nous tarde de savoir à quel point le Canada est concerné. Quoi qu'il en soit, le revirement des deux premières firmes est significatif. Il rompt avec le consensus qui prévalait jusqu'ici, selon lequel l'économie canadienne serait plutôt bien protégée de la tourmente mondiale, se contentant de ralentir sans entrer en récession. La descente en flammes des dernières semaines a eu raison de cette belle certitude. Bien que ce nouveau scénario ne fasse pas l'unanimité, il faut reconnaître qu'il est de plus en plus plausible.

La crise financière déteindra-t-elle sur l'économie réelle? La réponse, pour Scotia et UBS, ne fait désormais plus de doutes. Les développements désastreux des dernières semaines et la rapidité avec laquelle le crédit s'est raréfié ont convaincu la première de

revoir ses prévisions à la baisse. La santé du voisin américain se détériore à vu d'œil et ses achats chez nous vont s'en ressentir plus qu'on ne le croyait. Les prix des matières premières, déprimés par le ralentissement planétaire, vont aussi nous affecter, souligne-t-on chez UBS.

La bonne nouvelle, c'est que ce passage à vide pourrait être de courte durée. La récession, qui correspond techniquement à un recul du produit intérieur brut (PIB) durant deux trimestres consécutifs, se manifesterait durant les trois derniers mois de 2008 et les trois premiers de 2009. Elle serait donc amorcée et selon les experts de Scotia, elle devrait se dissiper au milieu de l'an prochain.

La moins bonne nouvelle, c'est qu'on ne pourra pas compter sur une reprise vigoureuse comme au sortir de récessions précédentes. L'économie continuera à tourner à bas régime durant un bon moment – on rejoint ici les prévisions antérieures d'un ralentissement prolongé.

Ce ne sont pas des perspectives réjouissantes, mais au moins, la traversée du désert s'annonce beaucoup moins pénible de ce côté-ci de la frontière. Notre système bancaire, dominé par un nombre restreint de grandes institutions, est beaucoup plus solide qu'aux États-Unis, où le secteur, et la clientèle, vont subir une importante phase de se consolidation. Notre marché hypothécaire est aussi beaucoup plus sain. Nous ne sommes pas seulement en meilleure forme que nos voisins: notre condition s'est améliorée depuis les dernières fois où nous avons dû passer par là. «Le budget est équilibré avec des ratios d'endettement qui représentent moins de la moitié des niveaux américain et européen. Par conséquent, le risque économique du Canada est de loin inférieur», note UBS.

Si nous entrons en récession, nous le ferons avec une marge de manœuvre. Il est temps que Stephen Harper nous dise comment il l'utiliserait... même s'il croit qu'il n'aura jamais à le faire.

La case départ



mroy@lapresse.ca

MARIO ROY

Il y a exactement sept ans, aujourd'hui, débutait l'opération militaire occidentale en Afghanistan. Les talibans furent vite mis en déroute. Mais, sept ans plus tard, le brigadier Mark Carleton-Smith prévient: les troupes occidentales ne gagneront pas cette guerre. L'officier commande l'appareil militaire britannique surtout déployé dans la province voisine de Kandahar, où combattent les Canadiens.

Ici, au pays, la déclaration a été mal reçue par le gouvernement Harper qui, comme l'administration américaine, espère une victoire militaire en Afghanistan.

Mais la position de Carleton-Smith (assortie d'une prédiction: il faudra négocier avec les talibans) semble largement partagée au sein de l'OTAN et du gouvernement d'Hamid Karzaï. Au Canada, John Manley, qui a déposé le rapport de son groupe de travail sur l'Afghanistan, au début de 2008, estime lui aussi la négociation inévitable. C'est à cette conclusion qu'on en venait, il y a un an, ici même dans cette colonne.



S'il n'y avait pas eu l'obsession irakienne de George Bush; si l'OTAN avait mis en Afghanistan toutes ses ressources; si l'n'y avait pas eu tant de démagogie populiste autour de cette intervention; si l'Occident était encore capable de quoi que ce soit; si... Mais voilà: ce n'est pas ainsi. À ce jour en 2008, presque quatre fois plus de soldats de la coalition ont été tués en Afghanistan

que pendant toute l'année 2002. En 2007, 2600 attentats à l'explosif ont été commis, 100 fois plus qu'en 2002. Cette année, 30 travailleurs humanitaires ont été tués et 90 autres enlevés. Les pertes civiles ont doublé entre 2006 et 2007. La progression territoriale du pouvoir taliban est logarithmique, comme la culture du pavot. La frontière pakistanaise demeure une passeoire à djihadistes étrangers. Et les Afghans, qui ne croient plus en une mission de sauvetage bâclée, semblent se replier sur ce qui a toujours assuré leur survie: tradition, religion, tribalisme, méfiance vis-à-vis de l'Occident, soumission aux puissants.

Devant cela, que ça plaise ou non, ce sont les États-Unis qui décideront d'une éventuelle nouvelle stratégie en Afghanistan.

Les deux aspirants à la Maison-Blanche, John McCain et Barack Obama, promettent une sorte de «surge» à l'irakienne.

Mais l'Afghanistan n'est pas l'Irak. L'économie, les infrastructures, l'éducation, la religiosité, le sens de l'État, l'ouverture au monde, le statut de la femme... tout cela est complètement différent. Et on n'y changera rien avec 12 000 soldats, 24 hélicoptères et 36 chars d'assaut supplémentaires.

Revenons à la case départ. Il s'agissait à l'origine d'une opération de légitime défense consistant à priver définitivement le terrorisme islamiste de la base arrière qui a produit le 11 septembre 2001. Or, cela peut probablement se négocier. Comme peut sans doute se négocier la présence à long terme sur le territoire afghan de forces de sécurité, d'équipes de reconstruction, d'organisations humanitaires. Le reste appartient aux Afghans. Ce sera, au choix, une demi-victoire ou un demi-échec. Peut-être le mieux qu'on puisse faire en la circonstance.



serge.chapleau@lapresse.ca

DROITS RÉSERVÉS

ÉLECTIONS FÉDÉRALES 2008

Attaques personnelles inadmissibles

Dimanche, Gilles Duceppe a traité Stephen Harper de «tricheur, méprisant, arrogant». J'ai beaucoup de difficulté à accepter de telles attaques personnelles. Il semble que ce soit le «truc» qu'utilise M. Duceppe pour dénigrer ses adversaires. Les diaboliser, voilà une habitude qu'il a commencé à développer il y a quelques années avec Stéphane Dion et qu'il perpétue. Se vanter en plus de le faire au nom de la démocratie, voilà qui se rapproche des tactiques du Parti républicain américain. En quoi, M. Harper dénigre-t-il la démocratie en disant qu'il ne comprend pas pourquoi on voterait pour le Bloc? Dans ce cas, nous sommes des milliers au Québec à ne pas comprendre. Cela ne mérite pas les qualificatifs utilisés par le Bloc.

Marc Thompson, Charlemagne

Un mauvais exemple

Quelle sorte d'exemple les politiciens donnent-ils aux jeunes avec leurs campagnes publicitaires salissantes? Gilles Duceppe est un homme dangereux qui n'a rien fait pour le Québec à part de contribuer à sa destruction en bloquant tout. Il s'intéresse plus à embarquer dans le jeu médiatique des artistes que de parler des dossiers importants comme les infrastructures, le système de santé, etc. Le reste du Canada ne peut plus endurer ses lamentations.

Martine Bouchard, Montréal

Et Coderre qui en rajoute



Jean Lacoste, Laval

Tout ça pour ça...

Cette campagne électorale est bien terne. Des leaders peu charismatiques, des discours plats, sans profondeur. Un Stephen Harper sans vision, ne sachant pas encore pourquoi il veut un second mandat. Pitoyable! Stéphane Dion ne réussit pas à vendre avec autorité et éloquence son Tournant vert. Gilles Duceppe qui est égal à lui-même, avec le même vieux refrain. Jack Layton et Elizabeth May sont toujours aussi jovialistes. Le comble serait qu'après tout cet exercice démocratique, les Canadiens élisent un gouvernement conservateur minoritaire. N'est-ce pas d'ailleurs ce que le suave mais rusé Stephen Harper disait faussement espérer en début de campagne électorale? Ainsi va la petite vie démocratique canadienne. La boucle serait donc bouclée, avec des millions dépensés en vaines fumées et paroles.

Michel Lebel, Entrelacs

Voter, c'est parler!
Les votes exprimés pour chacun des partis lancent un message différent selon le choix effectué

MICHEL GAUTHIER



L'auteur est un ancien leader parlementaire du Bloc québécois.

Nous sommes dans la dernière ligne droite de la campagne électorale et le moment est venu, pour la grande majorité d'entre nous, de fixer définitivement notre choix et de profiter de ce grand privilège que constitue le droit de vote.

Chacun des partis en lice est un véhicule pour mes priorités comme citoyen: appuyer le Parti Vert, par exemple, c'est mettre au tout premier plan les questions environnementales, quitte à faire des compromis sur d'autres enjeux. Le message est clair: si je vote pour un candidat de ce parti, j'exprime mes préoccupations sans équivoque. Si je choisis d'appuyer les

libéraux, c'est que je souhaite un gouvernement plus interventionniste, une approche des questions sociales plus douce que celle des conservateurs. Choisir l'équipe de Stéphane Dion, c'est mettre de côté le programme de la loi et de l'ordre au profit d'une stratégie moins radicale.

Quant aux néo-démocrates, ils se situent à gauche du spectre politique, croyant aux interventions fréquentes du gouvernement dans la vie de tous les jours. Celui qui vote pour Jack Layton exprime très clairement son engagement dans un gouvernement central très présent dans l'ensemble des dossiers, même ceux qui relèvent du gouvernement québécois.

Voter conservateur, c'est montrer que pour soi la meilleure stratégie est d'avoir un gouvernement plutôt discret. En économie, par exemple, les conservateurs pensent que les baisses de taxes devraient permettre à l'économie de se stimuler elle-même! L'agenda social des conservateurs, c'est celui de lois plus répressives. Les conservateurs sont moins cen-

tralisateurs au plan de la gestion gouvernementale que ne le sont les libéraux ou les néo-démocrates. Voter pour eux, c'est aussi exprimer ce choix.

Par contre, voter Bloc, c'est lancer le message que la nation existe et qu'elle souhaite se donner une représentation distinctive du reste du Canada. Voter pour le Bloc, c'est mettre au premier plan les priorités du Québec et c'est aussi privilégier une approche social-démocrate.

Voter, c'est parler! Les votes exprimés pour chacun des partis lancent un message différent selon le choix effectué, et c'est de cela qu'il s'agit quand on se rend voter. Peut-être aussi est-ce une réponse au message que les conservateurs ont voulu passer en ce début de campagne – vous vous souvenez celui de la facture dans un camion –, qui est carrément tombé à plat, pour ne pas dire qu'il s'est retourné contre ses auteurs! En effet, quoi que les conservateurs en disent, lorsque les Québécois votent pour le Bloc, ils parlent haut et fort!

AVEZ-VOUS PEUR DE LA RÉCESSION?
Le blogue d'Ariane Krol à lire sur www.cyberpresse.ca/edito





La formule américaine



Les Américains nous donnent, ces jours-ci, une belle leçon de sérieux politique. Comparez leurs débats à nos «tables rondes» dépourvues de décorum et de cohérence.

Le débat en français tenait, dans ses pires moments, d'une vulgaire assemblée de cuisine. Le climat était si familier que l'animateur a appelé Stéphane Dion par son prénom avant de demander à Gilles Duceppe s'il avait un REER, et qu'on a vu Elizabeth May toucher l'avant-bras de M. Harper.

Les Américains s'y connaissent en show-business, mais n'ont jamais transformé les débats en exercices faciles, racoleurs et faussement conviviaux.

Le débat en anglais était moins soporifique, ne serait-ce que parce que trois des participants, dont le premier ministre, s'exprimaient dans leur langue maternelle. Mais la proximité physique et la position assise, qui en soi favorisent le relâchement, a transformé certaines interpellations en imprécations agressives. Ce n'était pas un débat, c'était une engueulade désagréable autour d'une table à dîner.

La formule empêchait les leaders de manifester ce que l'on devrait exiger d'eux, soit de l'autorité morale, et enlevait au débat le caractère solennel qu'il devrait avoir si l'on prend la politique au sérieux. Cette réunion désinvolte autour d'une table, comme si tous ces compères étaient des associés ou de vieux copains, occultait aussi la réalité d'une campagne électorale: loin d'être un exercice convivial, une campagne est par définition un féroce combat pour le pouvoir.

En outre, cette formule favorise en soi les chefs de l'opposition, et fait du premier ministre (ou de celui qui mène dans les sondages) l'unique cible du débat.

Quelle différence avec les débats McCain-Obama et Palin-Biden, qui étaient des confrontations formelles, respectueuses de l'importance des enjeux!

La formule était classique: deux lutrins espacés, un animateur rigoureusement neutre, des périodes de présentation et de conclusion qui permettaient aux candidats d'exprimer leur vision dans le calme, et près d'une heure et demie de va-et-vient dirigé, dans le cas du débat Palin-Biden, par l'animatrice hors pair que fut Gwen Ifill. Ses questions étaient autrement plus intéressantes que les inanités qu'on nous a servies dans les débats canadiens.

Les Américains s'y connaissent en show-business, mais ils n'ont jamais transformé les grands débats qui détermineront leur avenir en exercices faciles, racoleurs et faussement conviviaux. Oui, leur formule est traditionnelle. Et pourquoi pas? Le combat politique est une confrontation traditionnelle, une confrontation d'idées et d'hommes (au sens générique). La formule classique reste celle qui permet le mieux au public de se renseigner, et aux politiciens de viser les points faibles de l'adversaire tout en défendant leurs positions. Faudrait-il, pour faire «nouveau» et mieux amuser la galerie, demander aux chefs politiques de se livrer à des numéros de rap?

Comme l'écrivait dimanche Stéphane Laporte: «Debout, on s'exprime. Assis, on jase. Debout, on parle pour convaincre. Assis, on parle pour parler.» Ce n'est pas par hasard que plusieurs commentateurs ont comparé le débat français à la série de Janette Bertrand.

////////////////////

Il y a des cas où la position assise n'empêche pas le vrai débat, comme ce fut le cas lors de la confrontation entre Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy durant la campagne présidentielle française. La différence, c'est qu'ils n'étaient que deux. La table, entre eux, constituait non pas un lieu de prétendue convivialité, mais une frontière nette.

Le gros problème logistique de nos débats, surtout au fédéral, est le nombre. Même quand on prévoyait des segments pour les débats à deux, dans l'ancienne formule, le tirage au sort faisait qu'on perdait son temps à voir débattre le chef qui menait dans les sondages avec celui d'un tiers parti.

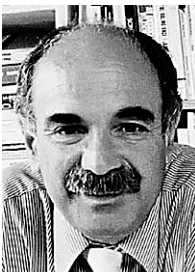
On aurait pu régler ce problème en se basant sur la représentation parlementaire. En organisant, par exemple, un débat entre MM. Harper et Dion, dont les partis sont les mieux représentés au Parlement, et un autre débat entre les chefs des deux tiers partis.

Cette année du moins, Elizabeth May, la cinquième roue du carrosse, n'avait rien à faire là. Son parti a recueilli, aux dernières élections, 4,5 % des voix (moins que le seuil généralement accepté de 5%), et ne compte aucun candidat élu sous sa bannière (le seul «vert» du Parlement est un transfuge récent qui a été élu comme libéral). La relative popularité des verts dans les sondages n'était pas un argument, car les sondages fluctuent. Le seul critère objectif est le résultat électoral.

Attention aux extrémismes!

N'oublions jamais que la crise de 1929 fut une des principales sources du nazisme et de la Deuxième Guerre mondiale

MICHEL WIEVIORKA



L'auteur est directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, à Paris.

Il est possible que les mesures prises aux États-Unis, avec le plan Paulson de 700 milliards de dollars injectés pour éviter la catastrophe bancaire et financière, soient couronnées de succès: après tout, le Japon, à la fin des années 80, a bien connu une situation de ce type et a su en deux ou trois ans redresser la barre. Mais il est possible aussi que l'adoption de ce plan, trop tardive, ne fasse que retarder les échéances: dans cette hypothèse, la crise serait au contraire un phénomène aux implications majeures, économiques, mais aussi sociales et politiques.

La crise de 1929 peut évidemment servir de point de comparaison. Elle a suscité dans plusieurs pays, et pas seulement en Allemagne, la poussée de phénomènes nationalistes, elle a alimenté la démolition des uns, le fascisme, le totalitarisme, ou les pulsions totalitaires des autres, la montée de forces politiques extrémistes, et finalement elle fut une des principales sources du nazisme et de la Deuxième Guerre mondiale. Nous n'en sommes pas là.

Si la crise actuelle devait se prolonger, cela signifierait d'abord le chômage, la précarisation de pans entiers de la population de nombreux pays, la ruine des épargnants, la misère des retraités, l'effondrement de nombreuses entreprises, sur fond d'inflation. Et cela aurait aussi pour effet d'encourager les tendances, déjà perceptibles dans de

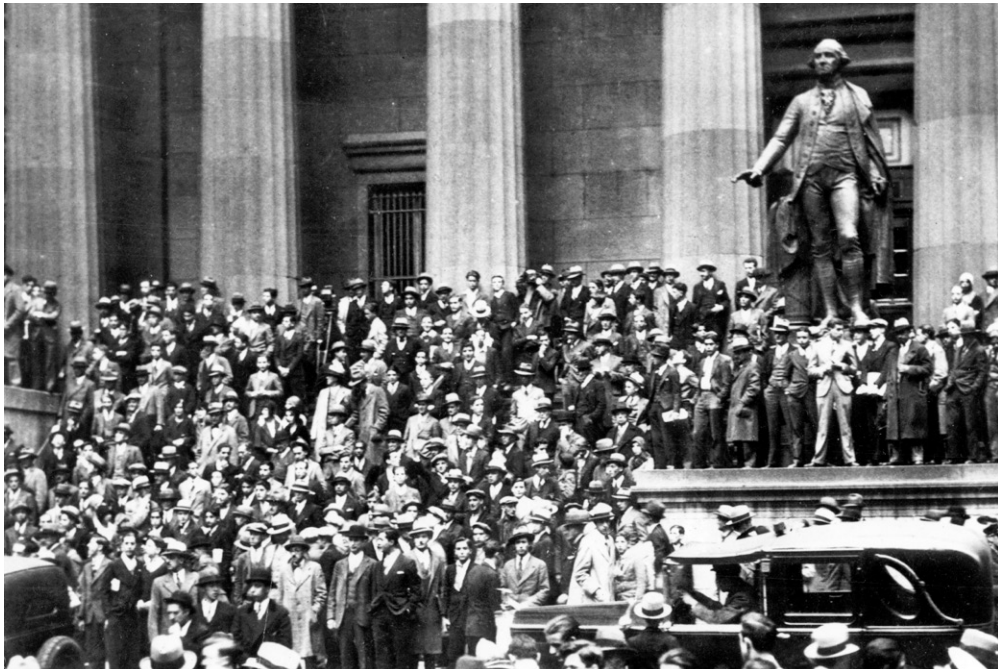


PHOTO ARCHIVES AP

Le 24 octobre 1929, la Bourse de New York s'emballe et la panique s'installe à Wall Street, marquant le début de la Grande Dépression.

De même, aux États-Unis, le plan Paulson, avant d'être finalement accepté par la Chambre des représentants, y a d'abord été rejeté sous la pression d'une partie de l'opinion souhaitant que Wall Street et les «gros» soient sanctionnés par les faillites et les dépôts de bilan, et refusant que le contribuable assure le financement de mesures visant à éviter le pire.

Mise en cause

Le phénomène prend aussi l'allure d'une mise en cause des experts, des économistes, et aussi, plus largement, des élites, qui se seraient certes trompées, mais dont on regrette alors qu'elles ne seront pas punies tandis que l'on atten-

La débâcle de l'idéologie néolibérale pourrait fort bien, faute de projets réformistes de gauche, de type social-démocrate, encourager le retour à des visions communistes, ou néo-communistes.

nombreux pays depuis les années 80, au populisme et au repli nationaliste.

Le phénomène commence à se profiler en Europe, où les règles de fonctionnement collectif de l'Union européenne qui primaient en temps ordinaire risquent d'être bafouées, et où il devient probable qu'au-delà des discours de façade, chaque pays va tenter de se sauver seul, au détriment de la rigueur budgétaire qui est au cœur de la politique commune.

drait du «peuple», des «petits» qu'ils fassent finalement les frais de la corruption et de l'amoralité des plus riches.

Politiquement, la tentation du populisme et de la radicalisation nationaliste pourrait tenter les partis et pouvoirs de droite, certes, et donner ou redonner vigueur aux forces de l'extrême droite. Mais elle peut aussi inciter les partis de gauche à s'engager dans des logiques de rupture, à se gauchiser si l'on veut, pour

s'engager dans des appels à la Révolution ou proposer des programmes conférant un rôle central, omniprésent à l'État.

La débâcle de l'idéologie néolibérale pourrait en effet fort bien, faute de projets réformistes de gauche, de type social-démocrate, encourager le retour à des visions communistes, ou néocommunistes. La Chine ne donne-t-elle pas l'exemple de l'efficacité économique conjuguée avec le pouvoir politique d'un parti-État tout puissant?

Les partis de droite, dans le monde entier, ont trop fait confiance à l'idéologie néolibérale, ils ont trop encensé le marché contre l'État pour que l'on puisse accepter l'idée qu'ils sont capables de redonner durablement sens à l'intervention de l'État. C'est la gauche qui, partout dans le monde, est attendue pour relever ce défi, et c'est d'ailleurs ce qui explique la remontée actuelle de Barack Obama dans les sondages aux États-Unis. Le problème est que le modèle le plus clair, le plus raisonnable, celui qui saurait éviter les dérives du tout-État, et la radicalité du gauchisme ou du néo-communisme est celui qu'apportent des formules de type social-démocrate, aujourd'hui elles-mêmes en grande difficulté. Ainsi, la situation est hautement paradoxale, puisque dans l'ensemble, les partis de gauche sont mal outillés pour transformer en action politique efficace un climat idéologique et moral qui leur est pourtant éminemment favorable.

Sachons garder la raison

L'importance de retrouver un climat de confiance dans le système bancaire américain est cruciale pour sortir de la crise

CLAUDE MONTMARQUETTE



L'auteur est économiste chez CIRANO et enseigne à l'Université de Montréal.

La crise financière américaine frappe de plein fouet la campagne électorale au Canada. D'un côté, on l'exporte déjà au Canada et, de l'autre, on semble minimiser l'importance de ses répercussions éventuelles sur l'économie canadienne.

La réalité est toutefois plus simple: le système bancaire canadien est en meilleure posture que ceux des Américains et des Européens, mais il est évident que si l'économie réelle des États-Unis devient affectée, le monde et le Canada seront touchés. Qu'on l'apprécie ou non, les États-Unis représentent 22 % de la production mondiale et demeurent la première puissance économique au monde!

Les analystes économiques et financiers ont beau essayer de faire la part des choses, politiciens et journalistes en général n'ont d'intérêt que pour les aspects émotifs de la situation. Par exemple, nous sommes abreuvés de remarques sur le désastre des politiques économiques de Bush et sur la fin du capitalisme moderne.

Encore ici, la réalité n'est pas celle dictée par les émotions. La déréglementation du système bancaire américain date de 1999, soit les années Clinton-Greenspan. Bush a conservé le modèle, sans plus ni moins. De plus, au début des années 90, la Suède, un pays très socialiste à l'époque, a connu une crise immobilière de grande ampleur avec une flambée des prix de l'immobilier. Le gouvernement a dû se lancer dans une politique de nationalisation et de «bail out» de banques avec une sortie de crise qui aura coûté aux Suédois 4 % de leur PIB.

Crise sévère

La crise de crédit est sévère et nul ne doute qu'il faille s'en préoccuper. Personne n'est en mesure de valider entièrement le plan de sauvetage de l'administration américaine. Beaucoup d'économistes restent sceptiques sur l'idée de sauver les entreprises les moins performantes, mais presque tous reconnaissent l'importance d'agir. C'est d'ailleurs la même situation vis-à-vis certains secteurs manufacturiers, ce qui amène les politiciens à exiger des interventions tout en dénigrant celles qui sont faites vers le secteur bancaire.

Il serait trop ambitieux d'entrer dans tous les détails du plan américain qui a été adopté par le Congrès vendredi dernier, mais l'importance de retrouver un climat de confiance dans le système bancaire américain est cruciale pour cette sortie de crise.

Le développement d'outils financiers modernes a certainement contribué au développement économique mondial. Mais ces outils sont devenus très complexes et ont entraîné des effets pervers qui se

On aime accuser George Bush de tout et de rien, mais il faut se rappeler que la déréglementation du système bancaire américain date de 1999, soit les années Clinton-Greenspan.

révèlent aujourd'hui très coûteux. Plutôt que de casser du sucre sur le dos des différents acteurs de cette crise et de se faire du capital politique par association, efforçons-nous de mieux comprendre les faits pour mieux saisir les opportunités d'une action positive.



ans à fêter

Laissez-vous transporter !

Dodge Grand Caravan

La préférée des Québécois depuis 25 ans.

Dodge Grand Caravan SE
édition Stow 'n Go 2008
ACHETEZ À PARTIR DE

MÉDAILLE D'OR DE L'AUTO 2009
Le meilleur modèle de son segment

Modèle montré : Dodge Grand Caravan SXT 2008

19 999\$*

25\$^Δ

**OFFRE ANNIVERSAIRE
EXCLUSIVE!**
**OBTENEZ 4 PNEUS D'HIVER POUR
SEULEMENT 25\$ CHACUN**

*Offre valable à l'achat ou à la location d'une Dodge Grand Caravan 2008 avant le 31 octobre. Jusqu'à épuisement des stocks. L'offre de 25\$ par pneu s'applique sur les pneus Tiger Paw 215/65/R16. Pose et équilibrage en sus et doivent être effectués par le concessionnaire.



STOW 'N GO

Le système de sièges **Stow 'n Go^{MC}** exclusif consiste en un système de sièges complètement rabattables dans le plancher des 2^e et 3^e rangées.



Cote de sécurité 5 étoiles de la NHTSA aux essais de collision frontale et latérale†



Ce moteur perfectionné et écologique génère une grande puissance et un meilleur couple à bas régime, en plus de vous donner l'embarras du choix à la pompe.

Moteur de 3,3 L avec transmission automatique

Faites **814 km[†]**
avec un plein. (Autoroute)

Autoroute : 8,4 L 100 km	Ville : 12,6 L 100 km
---------------------------------------	------------------------------------

FAITES VITE ! CE N'EST PAS TOUS LES JOURS QU'ON A 25 ANS.

LES RECRUES DODGE

dodge.ca

SIRIUS
RADIO SATELLITE

INFORMEZ-VOUS SUR NOS 12 MOIS GRATUITS
D'ABONNEMENT À LA RADIO SATELLITE SIRIUS.

VISITEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE CHRYSLER • JEEP^{MD} • DODGE OU DODGE.CA AUJOURD'HUI

*Cette offre d'une durée limitée s'applique à la livraison au détail pour usage personnel seulement sur les nouveaux modèles 2008 sélectionnés chez les concessionnaires participants. Le concessionnaire peut avoir à échanger un véhicule. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Les offres sont sujettes à changement sans préavis. Les offres se terminent le 31 octobre 2008. Les droits sur les pneus neufs (15 \$), le transport (1 350 \$), la taxe sur le climatiseur, l'immatriculation, l'assurance, les frais d'administration du concessionnaire et les taxes applicables sont en sus et seront exigés à la livraison. Les prix comprennent les allocations du fabricant consenties aux concessionnaires et aux consommateurs et sont établis pour la Dodge Grand Caravan (24G + GTS). Certaines de ces allocations seront déduites du prix négocié avant l'application des taxes et d'autres, après l'application des taxes. Voyez les concessionnaires participants pour tous les détails. Δ Le client pourra se prévaloir d'un crédit de 400 \$ d'accessoires Mopar dans l'éventualité d'une rupture de stock de pneus offerts dans le cadre de cette offre. La somme de 100 \$ devra toutefois être déboursée (4 X 25 \$) afin d'obtenir ce crédit. † Données basées sur le Guide de consommation du carburant 2008 de Ressources naturelles Canada (RNCAN). Données basées sur une réserve de carburant de 10 %. Tests effectués selon les méthodes de Transports Canada. Votre consommation d'essence réelle peut varier. ‡ Tests effectués par l'organisme américain National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA) lors de tests de collision frontale et latérale. MD SIRIUS est une marque de commerce de SIRIUS Satellite Radio Inc. Jeep est une marque déposée de Chrysler Canada LLC, et utilisée sous licence.

Coop publicitaire des concessionnaires Chrysler • Jeep^{MD} • Dodge du Québec

